

En Inde

**LES COMMUNISTES**

**ACCÈDENT AU POUVOIR**

**DANS L'ÉTAT DU BENGAL**

LIRE PAGE 24

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algerie, 1,20 F; Arg., 1,50 F; Australie, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Brésil, 1,50 F; Canada, 1,50 F; Espagne, 1,50 F; États-Unis, 1,50 F; France, 1,50 F; Grèce, 1,20 F; Inde, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,50 F; Liban, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Mexique, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Tunisie, 1,20 F; Turquie, 1,20 F; Union soviétique, 1,20 F; Yougoslavie, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS

75001 PARIS - CEDEX 10

C.C.P. 4207-23 Paris

Tél. Paris : 43 60 72

Tél. : 246-72-23

## CHANGEMENT A DUBLIN

### Le retour des « républicains »

La victoire massive du Fianna Fail, le parti d'Eamon De Valera, est une surprise et un avertissement pour les Irlandais. Le vieux parti « républicain », qui, avant son échec de 1973, avait été au pouvoir presque sans interruption pendant plus de quarante ans, n'avait pas mené une campagne « à l'américaine ». Personne ne prévoyait, cependant, qu'il écraserait si radicalement la coalition centriste-travailliste sortante.

La crise économique, dont la République d'Irlande a pâti plus que tout autre pays de la Communauté européenne, a joué un grand rôle dans la consultation. Dès le début de la campagne, le Fianna Fail avait publié un manifeste dans lequel il demandait quelques réformes, aussi simples que transparentes, pour juguler la récession. Cette déclaration d'intentions a été d'autant plus entendue par l'opinion, préoccupée par le chômage, qu'elle était présentée par le jeune leader.

La victoire du Fianna Fail est aussi celle de son leader charismatique, M. Lynch, sur le premier ministre, M. Cosgrave, dont la victoire et les fautes ont, malgré son honnêteté, fini par indisposer ses membres de son propre parti.

Le plus grand perdant est le parti travailliste. Le Labour irlandais a toujours eu une existence difficile. Il a pu gouverner à brèves reprises en concluant des alliances « totor » à tour avec des grandes formations centristes. Cette fois-ci, il a souffert de la défection de son principal représentant, le député Noel Browne, qui a rejoint M. Lynch.

L'absence du futur gouvernement sur la crise de l'Irlande de fait laquille déjà au départ. Le Fianna Fail a promis de fermer les portes du pouvoir, pour lutter contre toutes les formes de terrorisme et de racket. Mais l'ombre de M. Charles Haughey, « héros » d'une confuse affaire de trafic d'armes avec l'Ulster, en 1976, se profile derrière le nouveau leader. L'absence de cette fois-ci, comme en 1973, M. Haughey devrait faire parti du prochain cabinet.

Finalement, les préoccupations sont les mêmes : la réduction des « loyers » d'Ulster à ce stade des élections de la réintégration de l'île. L'autant qu'en 1973 M. Lynch avait réclamé de Londres la promesse officielle de retirer ses troupes des six comtés du Nord. Cependant, le gouvernement britannique, qui ne cache pas sa déception de ne pas avoir obtenu la situation qu'il espérait, a refusé. Il n'aurait, certes, le échec du ministre irlandais de la justice, M. Cooney, l'un des rivaux du renforcement des mesures de lutte contre l'IRA, mais le « Daily Telegraph », peu suspect de sympathie pour la situation du régime d'Irlande, a souligné philosophiquement que M. Cosgrave n'aurait pas été un bon premier ministre qu'on espérait. M. Lynch ne serait pas aussi mauvais que son prédécesseur.

Resté proche, à bien des égards, des idées de son fondateur, le parti de M. Lynch est, en matière sociale, profondément traditionaliste. Les aspirations au changement, que les débats sur la libération de la politique familiale et le rôle de l'Église catholique ont inspirés, risquent pour longtemps d'être déçus.

Avec une économie en crise et une population en expansion, lors que la somme de châtiments infligés pour les chômeurs et les mauvaises têtes a disparu, la jeune République d'Irlande risque de devenir, à son tour, un foyer d'instabilité. Les nouveaux dirigeants du pays auront intérêt à comprendre cette évolution d'un pays qui, par ailleurs, fait depuis longtemps la preuve de sa stabilité politique. Un demi-siècle après son accession à l'indépendance, l'Irlande est devenue, pour le meilleur et pour le pire, un pays comme les autres.

### Le gouvernement irlandais perd les élections

La République d'Irlande va changer de gouvernement. Le 16 juin, les électeurs ont donné au Fianna Fail, qui était dans l'opposition depuis 1973, une confortable majorité. Les résultats définitifs ne devraient être connus que dans la soirée du samedi 18 juin, mais déjà la coalition sortante, composée du parti centriste Fine Gael et des travaillistes, a essuyé une sévère défaite.

De notre correspondant

Dublin. — Avant même que les résultats définitifs ne soient connus, il était clair, samedi matin, que le Fianna Fail, déjà assuré d'avoir 70 des 143 sièges du DAIL (Assemblée nationale), remporterait la victoire.

C'est un véritable « landslide » (trac de marée) auquel personne, pas même les leaders du parti, ne s'attendait. Samedi matin, le parti Fine Gael avait 26 sièges, le parti travailliste 12, et les « indépendants » 3, dont le Dr Noel Brown, dissident de l'aile gauche travailliste, qui se présentait dans une circonscription populaire de Dublin. A la fin du décompte, le Fianna Fail pourrait avoir plus de 80 députés. C'est un record, même pour la formation qui, à l'exception de deux interruptions de trois ans, a gouverné le pays de 1922 à 1973. Elle avait obtenu son meilleur résultat, jusqu'à présent, en 1969, quand elle avait eu 75 des 144 sièges du DAIL de l'époque.

La défaite du gouvernement a fait plusieurs victimes de marque. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Joslin Keating, dont les capacités sont reconnues et le brillant ministre des P.T.T., M. O'Connell, ne sont pas réélus. Ce sont deux pertes importantes. M. O'Connell, porte-parole du parti travailliste pour les affaires de l'Ulster, auteur de plusieurs ouvrages historiques, exerçait une influence considérable sur l'attitude du gouvernement sortant et de la population de la République à l'égard de la province du Nord. M. Patrick Cooney (Fine Gael), ministre de la Justice, est également battu. Le siège du ministre de l'Intérieur, M. Tully, travailliste, est en danger.

JOE MULHOLLAND.

(Lire la suite page 4.)

## M. BREJNEV EN FRANCE

### Le chef de l'État soviétique insistera sur le problème des armements

M. Brejnev, qui vient de donner son point de vue sur sa promotion au rang de chef d'État (lire page 3), arrive lundi 20 juin à Paris pour une visite de deux jours. Accueilli à 12 h 30, à Orly, par M. Giscard d'Estaing, il aura dans l'après-midi, au château de Rambouillet, qui lui servira de résidence, un premier entretien en tête à tête avec le président de la République. Une seconde conversation aura lieu mardi matin et une troisième, élargie aux délégations, mercredi. L'après-midi de mardi sera marquée par une visite de M. Brejnev à l'Arc de triomphe et une réception à l'ambassade soviétique, suivie d'un dîner officiel à l'Élysée.

En dehors des déclarations, dont la signature est prévue à l'occasion de cette visite et qui sont pour l'essentiel déjà au point (une déclaration générale, un texte sur la détente et un autre contre la prolifération des armes nucléaires), tout indique que les conversations politiques porteront largement, à la demande du dirigeant soviétique, sur les problèmes des armements et les négociations en cours à leur sujet.

De notre correspondant

Moscou. — Lorsque les rapports soviéto-américains se dégradent, les relations franco-soviétiques retrouvent toute leur importance. C'est « toi » de la vie internationale contemporaine n'est pas née à Moscou à la veille du voyage officiel de M. Brejnev en France. Et si tous les commentateurs insistent sur une notion aussi vague que « l'amitié franco-soviétique », M. Leonid Brejnev a donné lui-même le ton lorsqu'il a consacré l'essentiel de sa déclaration à la télévision française, le 29 mai, à se plaindre de « la ligne non constructive des États-Unis ».

Alors qu'il a dû suspendre sine die son projet de voyage aux États-Unis, M. Brejnev cherche à prouver, en venant en France, que la politique de détente telle qu'on la conçoit à Moscou se développe normalement. L'U.R.S.S. a besoin de ce déplacement pour sa démonstration. Voilà plus de deux ans, après tout, que le numéro un soviétique n'a pas pu ou n'a pas voulu effectuer le moindre voyage en Occident, si l'on fait exception du « sommet » européen à Helsinki en juillet 1975 : sa dernière sortie à l'étranger remonte au mois de décembre 1974, lorsqu'il se rendit, à Rambouillet déjà, pour se rencontrer avec l'actuel président de la République.

JACQUES AMALRIC.

(Lire la suite page 3.)

## LE CONGRÈS DE NANTES

### La majorité du P.S. hésite à accepter le retour de la minorité à la direction

Si la plupart des délégués au congrès du parti socialiste paraissent souhai-ter, samedi 19 juin à Nantes, un accord des deux courants sur une motion de synthèse, les animateurs de la majorité sombrent plus réservés devant la perspective d'un retour du C.E.R.E.S. à la direction du parti.

M. François Mitterrand devait intervenir sur ce point samedi après-midi. Les congressistes ont été appelés à se prononcer sur une modification des statuts élevant à la seule fédération de Paris la responsabilité de désigner la candidate du parti aux élections de mai de la capitale.

De nos envoyés spéciaux

Nantes. — La majorité et la minorité du parti socialiste se sont entendues vendredi sur un point : le débat qui les oppose est bien d'ordre politique et non simplement disciplinaire. Il s'agit de surprendre d'ailleurs que le « fractionnisme » dont les amis de M. Mitterrand accusent le C.E.R.E.S. et la viguerie avec laquelle ils le font ne reposent pas sur d'importantes divergences politiques. Mais tandis que les orateurs du « courant 2 », dont le mot d'ordre est la synthèse, cherchent à minimiser ces divergences, ceux de la direction ont montré qu'ils avaient une majorité de 75/75 : des mandats ils n'envisagent pas d'accepter un accord à n'importe quel prix.

Les délégués ont pourtant été quasi unanimes pour donner qu'ils allaient à la direction sur l'action qu'elle a menée depuis le congrès de Pau en 1975. Il pouvait difficilement être autrement, après les évidents succès obtenus depuis deux ans, et dont M. Mitterrand, présentant le rapport d'activité, et M. Fajardie, responsable des élections, n'ont pas manqué de rappeler l'ampleur.

Les critiques existantes au cours de la discussion sur ce rapport se résument à deux souhaits : voir s'intensifier l'action dans les entreprises et la formation des militants.

Le maire de Lille, dont la fédération est parvenue à une « syn- thèse » qu'il voudrait exemplifier, s'est montré favorable à un progrès dans la démocratie interne du parti. Estimant achevée une phase de construction dans laquelle il était nécessaire, selon lui, que les diverses composantes soient assurées d'une représentation équitable dans les instances dirigeantes, M. Mitterrand s'est prononcé pour l'abolition du système des votes bloqués sur une motion et sur une liste dans la désignation des instances fédérales et nationales. Il soulignait par là que les tendances pussent s'exprimer par des tribunes libres dans la presse du parti et n'aient donc plus à publier leur propre revue pour faire connaître leurs idées.

Mais s'il s'est montré conciliant sur l'organisation du parti, le député du Nord a, comme M. Estier, membre du secrétariat national, insisté sur la nécessité d'un accord politique préalable à toute synthèse entre les deux courants. Il a souligné l'importance de la direction, M. Estier a énuméré les points de divergence sur lesquels des « éclaircissements » doivent être apportés : le nombre et la nature des nationalisations, le rôle du marché dans l'économie, les rapports avec le parti communiste, la construction de l'Europe.

THIERRY PFISTER

et PATRICK JARREAU.

(Lire la suite page 2.)

**Breguet**

INSTRUIT DES MAISONS

A ST-WITZ

ET A BOUFFEMONT



4 de la sortie Lincourtville de F.A.L.

AMI de Paris, en liste de

de Montmorency.

de Montmorency

de Montmorency

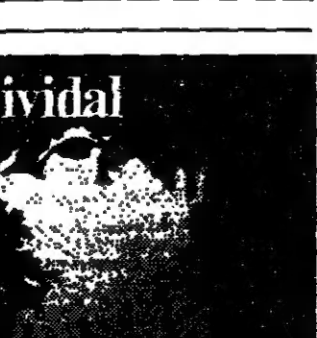
### AU JOUR LE JOUR

#### ON SE L'ARRACHE

Il est étrange que la censure de M. Brejnev semble avoir plus de prix pour la majorité que pour la gauche. On se l'arrache. Malheureusement, la formidable présence physique du dirigeant soviétique ne se partage pas comme le souvenir du 18 juin, qu'on peut évoquer l'un au Mont-Valérien, l'autre à l'Élysée.

On en vient à regretter le temps de la trêve. Si elle existait encore, M. Giscard d'Estaing et M. Brejnev auraient pu pour chacun son dirigeant et il en serait même resté un pour aller éventuellement rendre visite à M. Marchais.

ROBERT ESCARPIT.



Rafael Pividal

## pays sages

roman

éditions rupture

Diffusion Province : C.R.D.L. Hachette

Paris : Livres service - 21 Saint-Germain

204 pages - 25 F

## Le « mal allemand »

Après le trentième « sommet » franco-allemand, qui s'est achevé vendredi 17 juin à Bonn, l'Allemagne fédérale a annoncé que — comme la France — elle n'exporterait plus « jusqu'à nouvel ordre » d'usines de retraitement de l'uranium irradié. Les États-Unis ont fait de fortes pressions sur les deux pays pour qu'ils cessent la fourniture de ces installations jugées dangereuses.

Cependant, l'Allemagne fédérale honorerait le contrat déjà conclu avec le Brésil, comme la France honore celui qu'elle a conclu avec le Pakistan. M. Giscard d'Estaing et le chancelier ont d'autre part décidé de mettre à l'étude la construction en commun d'un nouvel avion moyen-courrier (lire nos informations page 2).

Alors que le Bundestag vient de se prononcer à l'unanimité pour la ratification de l'accord sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct et que M. Scheel déplore le traitement réservé à l'Allemagne fédérale dans certains organes de presse occidentaux, M. Jacques Hünzinger, professeur à l'université de Bessancourt, expose ci-dessous les éléments de ce qu'on appelle parfois le « mal allemand ».

par JACQUES HUNTZINGER (\*)

millions de morts dont Hitler fut responsable, nous devons surtout nous poser la question de savoir si l'Allemagne redevenir un danger pour l'équilibre des forces en Europe et par temps de paix. Il y a dans la volonté de recréation d'un signe préventif que nous nous devons d'analyser » (Le Monde, 23 juillet 1976).

Jean Karsky : « Comment ne pas voir que l'impérialisme allemand est d'ordre et déjà devenu un géant économique et financier et même militaire ?... Dans ces conditions, la politique de Giscard d'Estaing, qui consiste à faire de la France le marchepied de l'Allemagne de l'Ouest, est une politique criminelle qu'aucun Français sérieux ne saurait accepter » (Rapport devant le comité central du P.C.F. sur la politique de défense).

(Lire la suite page 2.)

## LA MORT DE WERNER VON BRAUN

### Un visionnaire réaliste

Le docteur Werner von Braun est mort jeudi 16 juin à Alexandria (Virginie), dans la banlieue de Washington. Il souffrait d'un cancer depuis 1975 et avait subi plusieurs interventions.

Le président Carter a déclaré que « le nom de Werner von Braun est inextinguiblement lié à l'exploration de l'espace par les États-Unis. Il n'était pas seulement un ingénieur de talent, mais aussi un homme de grande vision. (...) Non seulement le peuple américain, mais les peuples du monde entier ont bénéficié de ses travaux ».

1926, Berlin, la grande allée de Tiergarten. Une petite auto mécanique, sur laquelle on a adapté un pétard de feu d'artifice, crache du bruit et des fumées au milieu des promeneurs et vient percuter sans douleur ceux qui ne s'écartent pas assez vite. Propriétaire et constructeur de ce jouet : Werner von Braun, un garçon âgé de quatorze ans, né le 23 mars 1912 à Wirsitz, en Pologne, une province devenue depuis polonaise. Il est le second fils du baron d'empire Magnus von Braun, alors haut fonctionnaire et bientôt ministre de la République de Weimar. Son frère aîné, Sigismund, sera un jour secrétaire d'État aux affaires étrangères et ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne à Paris.

1931, la fusée Mirak-3 atteint une altitude de 350 mètres et retombe intacte dans un champ de pommes de terre. À l'origine de cette expérience, le célèbre metteur en scène Fritz Lang. Pour les besoins d'un film, une femme dans la Lune. Fritz Lang a engagé un professeur de lycée, Hermann Oberth, auteur d'un livre, la Fusée interplanétaire, qui paraît de fiction mais est véritablement technique. Oberth consacrera techniquement la réalisation du film et construira une véritable fusée qui sera lancée pour la sortie du film.

MAURICE ARVONNY.

(Lire la suite page 17.)



# DIPLOMATIE

## LA RENCONTRE SCHMIDT-GISCARD D'ESTAING

### Bonn a fait une concession à Washington en mettant fin « jusqu'à nouvel ordre » aux exportations nucléaires

Célébrant en présence de M. Giscard d'Estaing le cinquième anniversaire de l'université de Mayence, le président de l'Allemagne fédérale, M. Scheel, a, à l'issue du « sommet » franco-allemand, déclaré que « les Français et les Allemands devaient apprendre à se connaître et à s'estimer encore mieux que par le passé ». Après avoir affirmé qu'il convenait de mettre fin aux clichés, aux fausses

informations et aux malentendus sur l'Allemagne, il a ajouté : « Il y a dans la presse française des images déformées de notre histoire ». Celui qui calomnie la R.F.A. en prétendant qu'elle est un pays où règne la répression policière ne la connaît pas, ne veut pas la connaître ou est animé de mauvaises intentions. Dans sa conclusion, M. Scheel a dit que la Résistance française ne devait pas être

considérée comme un mouvement anti-allemand mais comme un des premiers fondements d'une entente avec une Allemagne libérée du joug hitlérien.

Parlant ensuite en allemand, M. Giscard d'Estaing a déclaré que sans une coopération de l'Europe et « son indispensable pilier franco-allemand », les deux pays risqueraient de n'être plus « porteurs de civilisation ».

#### De notre correspondant

francophone de février. Les Français ont fait comprendre à leur partenaire que la coopération bilatérale pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire serait difficile si les deux pays n'avaient pas la même politique d'exportations. L'embargo décidé par la France ne pouvait qu'affaiblir la résistance des Allemands de l'Ouest aux pressions américaines. « On en avait déjà parlé au « sommet » franco-allemand de Paris, en février dernier, mais le moment n'était pas encore venu de prendre une décision », nous a déclaré le porte-parole du gouvernement fédéral.

#### Des « résultats » substantiels

En contrepartie de l'importante concession qu'ils viennent de consentir aux Américains, les Allemands de l'Ouest partent du principe que les arrangements conclus dans le passé sur la fourniture de combustible nucléaire et autres matériels nécessaires à l'utilisation pacifique seront respectés, nonobstant la suite des entretiens engagés au « sommet » de Londres, indique la déclaration. On se souvient qu'il y a quelques mois les Américains et les Canadiens ont interrompu leurs livraisons d'uranium à l'Europe (les livraisons américaines ont repris depuis).

En insistant à la fois sur le caractère unilatéral de leur décision et la coïncidence parfaite des positions françaises et allemandes, le gouvernement fédéral espère que l'opinion publique de la R.F.A. acceptera plus facilement une décision qui représente un changement radical de politique. Jusqu'à maintenant, la R.F.A.

avait refusé de prendre un tel engagement, elle avait même constaté que la coopération avec le Brésil comme un modèle de genre pouvant servir d'exemple à d'éventuels contrats avec d'autres pays. Il y a quelques jours encore, en réponse à une question de l'opposition chrétienne-démocrate sur la politique nucléaire, le gouvernement avait réaffirmé cette position.

Le contrat avec le Brésil qui porte sur la livraison de huit centrales nucléaires, d'une usine d'enrichissement de l'uranium et d'une installation de retraitement du combustible irradié — pour un montant global de 12 milliards de marks (24 milliards de francs) — n'est pas touché par l'embargo, de même que la France reste apparemment décidée à honorer son accord avec le Pakistan. Selon le président de la République, le trentième « sommet » franco-allemand a produit « mieux que des résultats sensationnels, des résultats substantiels ». En dehors du nucléaire, les deux gouvernements sont tombés d'accord pour mettre à l'ordre du jour la construction en commun d'un nouvel avion moyen-courrier pour lequel les Français prévoient un marché très prometteur dans les années 80.

MM. Schmidt et Giscard d'Estaing, d'une part, Barre, Apet (ministre allemand des finances) et Friederich (ministre de l'économie) d'autre part, ont examiné la conjonction économique dans les deux pays. Selon lui, la croissance devrait s'accroître en R.F.A. au cours du second trimestre. L'augmentation du produit national

## LE « MAL ALLEMAND »

(Suite de la première page.)

Le général Binoche, gaulliste d'opposition : « Chaque jour qui passe nous confirme, d'une part, le désir de l'Allemagne d'annuler progressivement, mais totalement, les conséquences politiques de sa défaite et de repartir vers de nouveaux rêves de grandeur, et, d'autre part, la volonté quasi absolue en France de dissuader le danger évident que nous fait courir cette Allemagne toujours si semblable à travers le temps » (Le Nouvel Observateur, 1975).

André Frossard : « Europe — voir : Grossdeutschland » (L'Appel, juin 1977).

Bref, on en viendrait à considérer que l'Allemagne fédérale n'est même pas un partenaire incommode, mais est bel et bien devenue l'ennemi potentiel, le danger numéro un pour la France et pour l'Europe dans les années futures. Pourquoi cela ? Parce que l'Allemagne fédérale serait aujourd'hui un Etat impérial et dominateur.

Cette thèse ne correspond pas à la réalité de l'Allemagne. Que la R.F.A. soit partisan de l'OTAN, développe une industrie nucléaire civile, renforce la Bundeswehr, pratique l'agressivité commerciale et défende ses intérêts propres dans la négociation, c'est son droit le plus strict. Chacun a le droit d'être « gaulliste » quand il le veut. Où est le danger ?

En fait, s'il y a un danger allemand, il est plutôt celui de la fragilité qui résulte des contradictions présentes de l'Allemagne fédérale.

Car il y a un « mal allemand ». Ce pays est sans réserves politiques, idéologiques et spirituelles, du fait que l'Allemagne de l'Ouest — comme la R.D.A. — doit son existence non pas à elle-même mais aux décisions alliées et aux circonstances de la guerre froide.

Certes, il ne faut pas l'oublier, à cette époque une nouvelle Allemagne est née : une Allemagne démocratique, fédérale, progressiste en certains domaines (la gestion industrielle, les libertés publiques au sein de l'armée) et plus pessimiste que la société française. Tout cela demeure. Mais cette Allemagne fédérale s'est forgée dans le malheurisme de la guerre froide, la crise de Berlin, la crainte du déferlement soviétique, le refus du bolchevisme et du communisme. L'Allemagne s'est tout de suite considérée comme le bouclier de l'Europe occidentale. Bien sûr, depuis 1949, le monde a beaucoup changé, mais la R.F.A. est restée prisonnière de ses origines. « L'anti-communisme spontané de l'Allemagne moyen-nord » nous préserve d'une situation italienne : son ardeur au travail et son sens de l'économie, d'une situation britannique. Ces deux éléments sont notre seul capital » (Die Welt).

#### Une crise d'identité

Illustrons cette crise d'identité de l'Allemagne fédérale par trois exemples significatifs.

Malgré l'ostpolitik du chancelier Brandt et la normalisation des rapports avec la R.D.A., la R.F.A. ne peut pas accepter l'idée de l'existence irréversible de deux Etats allemands séparés et distincts : la loi fondamentale, les discours politiques, les conversations montrent bien que l'idée d'une entité allemande reste profondément ancrée dans les esprits : la civilisation, la langue, la culture, l'histoire sont des liens trop denses pour se séparer jamais les deux populations allemandes. Dans ces conditions, comment l'Allemagne fédérale ne serait-elle pas partagée entre un sentiment d'antagonisme vis-à-vis du système politique et économique de fraternité et d'unité des Allemands de l'Est ? Mais alors, une incertitude pèse sur la stabilité.

Le second exemple a trait à la politique intérieure de la R.F.A. Alors que l'on glossait encore sur la force et la stabilité du gouvernement de Bonn par rapport à la fragilité de ses homologues européens, une série d'événements intervenus depuis les élections législatives d'octobre 1976 ont révélé la gravité de la crise politique en R.F.A. L'Etat fédéral semble être devenu incapable de résoudre les principaux problèmes de la société allemande. Il ne sait que faire à l'égard du chômage, de la crise universitaire, des problèmes financiers et administratifs des grandes villes, de « l'énergie nucléaire ». Il y a un blocage des projets de réforme ébauchés par le gouvernement (divorce, avortement, réforme foncière, école), déclin de l'autorité, développement de la corruption, fragilité des coalitions

régionales, incertitude sur la coalition gouvernementale.

Plus significatif encore est l'ébranlement du parti social-démocrate. Le parti socialiste le plus puissant d'Europe est actuellement secoué par de profonds mouvements internes : d'une part, l'affaire Schütze (démission du bourgmestre de Berlin pour cause de corruption), le népotisme, l'exclusion du responsable des Jussos, une certaine sclérose des Jussos et la perte d'audience dans les Länder ; d'autre part, la contestation dans le mouvement syndical, le renouvellement du groupe parlementaire S.P.D. avec l'arrivée d'une génération de responsables politiques moins marqués par la guerre froide et plus ouverts aux réalités européennes. E- même temps réapparaît le débat idéologique au sein du parti.

Derrière les progrès apparents du conservatisme, du conformisme et de la peur du terrorisme, le sentiment se répand de plus en plus chez les Allemands qu'il ne sera plus possible de se reposer sur les seuls principes de 1950 — défense contre l'U.R.S.S., anti-communisme, prospérité et alliance atlantique. — mais qu'il faudra apprendre à vivre dans la contradiction, l'insécurité et la relativité qui sont actuellement les lois de l'évolution européenne. L'ère du « consensus Adenauer » semble bel et bien finie. Chacun le sent. Mais il est très difficile d'assurer la transition et de devenir un pays européen comme les autres. Et les Allemands sont inquiets et perplexes. Ils hésitent actuellement pour leur politique, leur législation et leur société entre 1950 et 1980, c'est-à-dire entre les certitudes rassurantes de la guerre froide et l'avenir des voies nouvelles.

#### La crainte de l'isolement

Le troisième exemple de la fragilité allemande a trait à ses relations avec l'Europe occidentale. La R.F.A. craint beaucoup le développement de l'eurocommunisme et des fronts populaires en Europe occidentale, car il signifierait pour elle la victoire de la cinquième colonne soviétique. Les déclarations politiques et la presse ouest-allemande en font foi : il est très probable qu'une victoire de la gauche à Paris entraînerait de grandes difficultés psychologiques pour le gouvernement de Bonn, quel qu'il soit.

Mais l'Allemagne fédérale craint tout autant l'isolement qui résulterait pour elle-même de l'évolution européenne. La population allemande et le gouvernement de Bonn sont très inquiets à l'idée d'apparaître comme un donjon conservateur isolé au milieu d'une Europe occidentale évolutive. La R.F.A. ne veut surtout pas développer un « isolationisme germanique » au sein de l'Europe : contrairement à ce que pensent certains esprits, elle tient essentiellement à préserver la coopération au sein de la C.E.E. et entre l'ensemble des Etats européens. L'Allemagne fédérale n'a aucunement le goût pour le gendarme de l'Europe, l'incertitude vis-à-vis de l'avenir européen.

Telle est aujourd'hui la situation allemande. Alors que faire ? Il serait pure folie, pour l'intérêt de la France et de l'Europe, de pratiquer un quelconque racisme anti-allemand. L'Allemagne fédérale n'est pas ce monstre dangereux dont beaucoup parlent aujourd'hui. Elle a ses défauts et ses fautes comme tout peuple, comme nous-mêmes. L'Allemagne fédérale pratique une certaine chasse aux sorcières, l'Italie connaît le terrorisme politique et la montée d'un certain néo-fascisme. Grande-Bretagne a son problème irlandais et la France n'est pas un modèle de libertés syndicales ou de liberté d'information. Par ailleurs, l'Allemagne est un allié à l'égard duquel la France a pris des engagements, un client, un voisin et un partenaire européen essentiel. Mais l'Allemagne peut encore développer beaucoup d'autres liens avec la France si les deux peuples le veulent. Or la France est peut-être le pays européen qui peut aider le plus efficacement l'Allemagne de l'Ouest à accomplir la transition pour sortir des années 50.

En conclusion, laissons parler le général de Gaulle :

« J'entends agir pour que la France tisse avec l'Allemagne un réseau de liens préférentiels qui peu à peu amènent les deux pays à se comprendre et à s'apprécier comme leurs instincts les y poussent dès lors qu'ils n'emploient plus leurs forces vives à se combattre ».

JACQUES HUNTZINGER.

### L'accord sur la construction d'un moyen-courrier européen

#### UN PREMIER PAS

Par l'accord franco-allemand sur la construction d'un moyen-courrier susceptible d'équiper les compagnies aériennes dans les années 80, le plan de restriction de l'usage de la construction aéronautique lancée par le gouvernement français à l'occasion du Salon du Bourget reçoit une amorce d'exécution.

M. Raymond Barre avait, en effet, annoncé que la France proposerait aux gouvernements associés au programme Airbus ainsi qu'à d'autres pays de l'Europe de se lancer, la construction d'un appareil équipé de réacteurs franco-américains CFM-56. Des délibérations du conseil des ministres du 8 juin ont résolu que, en préférence, soit française, serait donnée au projet A-200 de la SNIAS (concurrent du Mercure-200 de Dassault).

La réalisation du projet reste cependant soumise à un impératif majeur : l'adhésion de la communauté internationale. Les gouvernements de Paris et de Bonn paraissent peu désireux de se lancer seuls dans une entreprise dont le coût total aujourd'hui, ressort à 3 milliards de francs (le projet Dassault, Atila, a été évalué à 2 milliards, mais, puisque les négociations sont en cours pour assurer un développement du futur moyen-courrier le constructeur national britannique British Aerospace Corporation, l'Union-Sudat Aviation, aujourd'hui rattachée à la B.A.C., est d'ailleurs associée à titre principal au programme Airbus. Mais la Grande-Bretagne ne paraît pas pressée d'entrer dans le consortium. D'une part, une partie du gouvernement de Londres se montre plutôt favorable à une collaboration avec les constructeurs américains. D'autre part, la B.A.C. dispose dans ses cartons d'un projet concurrent de l'A-200 : le B.A.C. X-1, qui pourrait entrer en service en 1982, et dont le développement ne coûterait qu'un milliard de francs (ou prix, est vrai, d'une technologie, quelque peu dépassée).

L'accord du 17 juin n'est donc qu'un premier pas, et les autres seront nécessaires avant de voir le projet déboucher sur une réalisation. — J. S.

● Un port-parole de l'Elysée a confirmé vendredi 17 juin que, à son retour de la conférence « au sommet » de l'O.E.A. au début du mois de juillet, le président Sadate fera escale en France et s'entretiendra avec M. Giscard d'Estaing.

### Les Européens semblent s'intéresser davantage aux affaires qu'aux principes

nous déclare le président du Costa-Rica, M. Daniel Oduber

M. Daniel Oduber, président de la République du Costa-Rica, qui se trouve à Paris depuis jeudi, a été reçu à déjeuner, samedi 18 juin, par M. Giscard d'Estaing. Le chef de l'Etat costaricain doit quitter la France au début de la semaine. Pendant son séjour à Paris, il a reçu un représentant du « Monde ».

« La campagne que mène le président Carter pour la défense des droits de l'homme en Amérique latine a l'appui du gouvernement costaricain, mais elle se heurte à une vive opposition de la part des régimes militaires sur ce continent ».

— C'est normal. Car depuis leur intervention en 1968 en République dominicaine, les Etats-Unis n'ont cessé de prêter main-forte aux gouvernements militaires. Le président Carter a rompu avec cette politique anti-démocratique, renouant avec une tradition incarnée notamment par Kennedy. Mais les militaires latino-américains conservent des appuis solides aux Etats-Unis, en particulier auprès des sociétés multinationales. Ils se dressent contre ce qu'ils appellent « le vent interventionniste » qui souffle du nord. A la conférence de l'Organisation des Etats américains qui a lieu actuellement à Grenade, ils ont d'ailleurs arrêté une politique commune pour faire front aux Etats-Unis.

— Mme Rosemary Carter vient de faire un voyage dans sept pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dont le Costa-Rica. Quelles recommandations lui avez-vous demandées de transmettre au président ? — D'abord de ne pas agir isolément, ce qui provoque des réactions anti-gaullistes et de mener la lutte pour le respect des droits de l'homme de concert avec les autres pays démocratiques de la région. C'est d'ailleurs ce qui se passe à la réunion de l'O.E.A. Ensuite, j'ai conseillé au président Carter d'accorder de préférence l'aide des Etats-Unis aux pays démocratiques sans que pour autant il doive punir les dictateurs. J'ai mentionné tout particulièrement la Jamaïque, car M. Michael Manter, premier ministre qui est très lié à M. Fidel Castro, est souvent en désaccord avec Washington. Son

parti est, comme le nôtre, membre de l'Internationale socialiste. — L'exception du Costa-Rica, tous les pays d'Amérique centrale sont gouvernés par des militaires. Quelle influence votre gouvernement peut-il exercer sur des pays qui ont aussi ses partenaires au sein du Marché commun centre-américain ?

— Le Costa-Rica n'a pas d'armée et qui lui a permis d'appliquer une politique de plus en plus à gauche. Il doit, pour ces raisons, entretenir les meilleures relations possibles avec ses voisins, dans les deux pays. Selon lui, la croissance devrait s'accroître en R.F.A. au cours du second trimestre. L'augmentation du produit national

#### La « bataille » du canal de Panama

— Tant à Washington qu'à Panama, on affirme que les négociations en vue de la signature d'un nouveau traité sur le canal sont très proches d'aboutir. Un accord est intervenu sur la date d'expiration de ce traité : 1999. Est-il vrai que les alliés latino-américains de Panama, en particulier la Colombie, le Venezuela et le Costa-Rica, ont fait pression sur le gouvernement du général Omar Torrijos pour qu'il accepte la garantie bilatérale présentée par les Etats-Unis afin d'assurer la neutralité du canal à l'expiration du traité ?

— La neutralité du canal est un problème régional. Mais ce sont les Etats-Unis et Panama qui d'un commun accord, doivent en être les garants. Je crois savoir que les négociateurs ont trouvé une formule satisfaisante pour les deux parties et qui, en aucune façon, ne porte atteinte à la souveraineté de Panama. C'est au Sénat américain qu'il va falloir gagner la bataille du canal. Le projet de traité doit être « rendu » à soixante-six sénateurs.

— Si la politique des Etats-Unis coïncide aujourd'hui avec celle du Costa-Rica, cela n'a pas toujours été le cas. En 1974, vous avez eu du mal d'arrêter un rapprochement avec les dirigeants européens, en particulier les socialistes-démocrates. En effet, après le coup d'Etat de 1973 au Chili, nous avons cherché des appuis en Europe. M. Nixon était alors à la Maison-Blanche, et le message à Washington ne voulait pas entendre. J'ai pensé qu'en établissant des relations personnelles avec des hommes comme M. Edgar Wilson, Willy Brandt ou Bruno Kreisky, ceux-ci pourraient défendre notre cause à Washington.

— Les Européens, y compris les socialistes-démocrates, n'ont-ils pas toutefois un peu trop tendance à rendre les Etats-Unis responsables des maux dont souffre l'Amérique latine ?

— Oui, mais c'est un peu de notre faute, car nous avons pris la mauvaise habitude de mettre tous nos maux sur le compte des Américains. Les Européens font leur faute de graves reproches. D'abord parce qu'ils manifestent un manque d'intérêt presque total pour nos problèmes. Ensuite et surtout parce qu'ils semblent plus préoccupés de conclure de bonnes affaires que de faire respecter les bons principes. Cette critique s'adresse également à certains gouvernements sociaux-démocrates. L'Europe, à ce compte, risque de passer bientôt en Amérique latine pour le frère de l'oncle Sam.

— Qu'attendez-vous de votre visite à Paris ?

— Une coopération accrue dans tous les domaines. Mais surtout sur le plan énergétique. Nous cherchons à remplacer le pétrole par d'autres sources d'énergie ».

Propos recueillis par PHILIPPE LABREVEUX.

هناك الاموال



# DIPLOMATIE

LA SITUATION EN U.R.S.S. ET LA VISITE EN FRANCE DU CHEF DE L'ÉTAT SOVIÉTIQUE

## M. Brejnev veut rendre plus dynamique le présidium du Soviet suprême

De notre correspondant

Moscou. — Une grande campagne vient d'être lancée en Union soviétique pour expliquer pourquoi il était « logique » de confier à M. Brejnev non seulement les fonctions de chef du parti, mais aussi celles de chef de l'Etat. Le coup d'envoi de cette campagne a été donné, vendredi après-midi 17 juin, par M. Brejnev lui-même dans un discours qu'il a prononcé devant les membres du présidium du Soviet suprême et qui a été amplement diffusé.

Les explications avancées par M. Brejnev sont classiques : le cumul des fonctions qui est « loin de constituer une simple formalité », s'explique sous l'angle des problèmes de la vie de l'Etat. Dans le cadre de la Constitution, le parti communiste en tant que parti au pouvoir, déterminant et déterminé par la ligne politique dans la solution de tous les problèmes-clés de la vie de l'Etat.

Seconde raison donnée par M. Brejnev : la « pratique ». « En tant que secrétaire général, a-t-il dit, j'ai dû plus d'une fois, comme tous les autres, représenter à notre demande notre pays dans les rapports d'Etat à l'étranger. »

A peine M. Brejnev avait-il prononcé son discours que ses explications étaient aussitôt reprises dans un commentaire de l'agence Tass : « Depuis déjà de longues années, fait remarquer l'agence officielle soviétique, Léonid Brejnev intervient en fait face au monde comme le représentant le plus dynamique du parti communiste et de l'Etat soviétique (...). Le peuple soviétique, l'opinion progressiste du monde entier et tous les hommes épris de paix approuvent et soutiennent la décision du Soviet suprême, qui jouera sans aucun doute un rôle énorme dans le renforcement et le perfectionnement de la direction de l'Etat soviétique ».

ment dans la direction de l'Etat soviétique ».

Rares, dans ce climat d'euphorie, sont ceux qui s'interrogent encore sur le moment et le pourquoi de la disgrâce de M. Podgorny. Personne pourtant ne croit à Moscou que l'ancien chef de l'Etat ait choisi de se retirer volontairement ; à soixante-quatre ans, l'homme jouissait d'une excellente santé — bien meilleure en tout cas que celle de nombreux « restants » — et semblait apprécier les tâches, essentiellement honorifiques, qui étaient les siennes.

Une série de rumeurs

Bien qu'il n'ait pas prononcé le nom de l'ancien chef de l'Etat, M. Brejnev a apporté dans son discours de nombreux éléments de réflexion sur le limogement de M. Podgorny. Faisant référence à son élévation au rang de président du présidium, M. Brejnev n'a jamais cité le vote du Soviet suprême, mais a invoqué « les décisions du plénum du comité central du 24 mai dernier », au cours duquel M. Podgorny a été chassé du bureau politique. M. Brejnev a, d'autre part, amorcé une critique indirecte de M. Podgorny, qui risque fort de constituer la vérité de demain : selon lui, « la force du présidium du Soviet suprême réside dans notre travail harmonieux et cohérent et il importe que le travail du présidium soit plus dynamique ». Une façon comme une autre de laisser entendre que M. Podgorny était dépassé par sa tâche et qu'il la négligeait. Ces insinuations sont à rapprocher d'une série de rumeurs répandues par les milieux habituellement plus discrets et selon lesquelles l'ancien chef de l'Etat s'adonnait vraiment trop, ces derniers temps, à la lecture.

Une chose est certaine en tout cas : M. Podgorny, le 24 mai dernier, ne s'attendait pas à un limogement aussi rapide. Tous les comptes rendus officiels dont on dispose sur la séance du plénum du comité central sont unanimes : M. Podgorny a quitté la tribune en signe de protestation, après que plusieurs orateurs eurent approuvé le passage du rapport de M. Brejnev (passage censuré dans la version officielle du texte publié dans la presse) dans lequel le secrétaire général recommandait le principe du cumul des fonctions.

Depuis le 24 mai, M. Podgorny a totalement disparu de la scène et de la presse. Il est probable que le réalisateur qui n'a pas eu l'habitude de bonne grâce devant les « désirs ardents de tous les hommes bons de la planète » se remette de ses émotions et, de sa surprise dans quelque dacha gouvernementale des environs de Moscou, protégé par plusieurs jardiniers munis de fusils à gaz polyvalets, il rejoindra ainsi dans l'oubli des hommes comme MM. Molotov, Malenkov, Kaganovitch, Chelost et, plus près de nous, Chéropine. Généralement les laïcs-pour-compte de la collégialité, même dans une vie tranquille, disposant d'un appartement à Moscou et de la maison de campagne traditionnelle, ne se remettaient pas de la tâche aux dignitaires du régime. Une seule condition à tant d'indulgence : se taire. C'est pour cela qu'on ne voit pas M. Chéropine, l'ancien chef du K.G.B. qui fut exclu du bureau politique en mai 1975, auréolé depuis plus d'un an de la gloire du héros du travail, être sorti de son train de vie et de ses habitudes pour aller à la recherche de nouvelles idées. — J. A.

## LE PROBLÈME DES ARMEMENTS

(Suite de la première page.)

Sa visite en France va donc permettre à M. Brejnev de faire son retour sur la scène occidentale tout en inaugurant à l'échelle internationale ses fonctions toutes nouvelles de chef de l'Etat soviétique ; elle rendra quelque crédibilité à cette politique de détente si longue à porter ses fruits et à propos de laquelle s'interroge de plus en plus l'opinion publique internationale. En venant à Paris, M. Brejnev prend des risques limités : la position modérée et discrète du gouvernement français sur la question des droits de l'homme est fort appréciée ici, ainsi que l'héritage laissé par de Gaulle en matière d'indépendance nationale, même si l'on aimerait voir M. Giscard d'Estaing défendre ce legs avec plus d'empressement.

Cela ne signifie pas que des réactions sensationnelles sont à prévoir : M. Giscard d'Estaing peut difficilement donner satisfaction à Moscou, qui voudrait développer sa coopération « politique » avec la France dans les questions de sécurité européenne et aimerait voir Paris réviser sa position d'abstention aux négociations de Vienne sur la réduction des troupes et des armements en Europe centrale. Même chose en ce qui concerne les mesures « partielles » de désarmement : si l'on peut s'attendre à une référence positive aux négociations soviéto-américaines SALT, la France reste toujours partiellement d'un désarmement « général et complet » qui ne consisterait pas l'égale destruction des arsenaux de l'Union soviétique et de l'Amérique. Cela encore, M. de Gaulle n'a pas appelé à ses interlocuteurs pendant son séjour à Moscou.

Même à propos de la détente, les conceptions françaises et soviétiques ne sont pas identiques. Pour Moscou, la détente se conçoit avant tout comme un processus mettant en cause deux blocs. Pour Paris, le

phénomène peut être simplement bilatéral et doit concerner non seulement les Etats, mais les populations des nations concernées. Une façon comme une autre de réintroduire le problème des droits de l'homme, de l'échange des idées et des hommes, etc. Ces questions bloquent toujours la conclusion d'un accord culturel en bonne et due forme entre les deux pays, Moscou ne voulant pas entendre parler de l'ouverture dans la capitale soviétique d'une salle de lecture française, comme il y en a déjà dans plusieurs pays de l'Est. Il y a peu de chances d'autre part pour que M. Giscard d'Estaing abandonne ses idées sur la nécessité d'une « détente idéologique », idée qui avait fait quelque scandale lorsque le président de la République l'avait lancée publiquement à Moscou, en octobre 1975. Pour Paris enfin, la détente doit être globale et concerner toutes les régions du monde, à commencer par l'Afrique : c'est en fait à propos de ce continent que le gouvernement français a le plus de griefs à adresser à Moscou, et réciproquement.

Plusieurs documents

La question a été longuement abordée par le ministre français des affaires étrangères au début du mois de juin, mais les points de vue ne se sont pas rapprochés pour autant. M. Gromyko se serait montré particulièrement peu réceptif à la suggestion avancée par M. Giscard d'Estaing au « sommet » de Dakar concernant l'arrêt de la course aux armements sur le continent noir. Pour Moscou, la course aux armements n'est qu'une conséquence d'une situation politique et c'est cette situation politique qu'il faut rectifier en premier lieu.

Plusieurs textes, dont la négociation particulièrement laborieuse se poursuivait encore, seront sans doute signés à l'issue du « sommet » de Rambouillet. Le plus

copieux, sinon le plus important, sera une déclaration politique portant aussi bien sur les problèmes bilatéraux que sur les grandes questions internationales. Deux points pourrissent faire l'objet d'annexes plus détaillées : la détente et les questions de non-prolifération. Deux accords cadres sur la coopération dans les domaines de la chimie et des transports doivent également être signés à Rambouillet ainsi qu'un document précisant l'accord commercial de dix ans actuellement en cours. Ce texte qui prévoit le triplement des échanges entre les deux pays comprendra trois listes de projets industriels et de coopération industrielle qui pourraient être réalisés au cours des prochaines années. Le développement des échanges industriels entre l'U.R.S.S. et la France rend, d'autre part, nécessaire pour Paris l'octroi de nouveaux crédits gouvernementaux à l'U.R.S.S. Ces nouveaux crédits, dont le taux n'est pas encore connu, se situeraient entre 5 et 10 milliards de francs.

JACQUES AMALRIC.

Le parti communiste dénonce avec « vigueur » les attentats commis dans la nuit de jeudi à vendredi contre des organismes soviétiques. Le secrétaire du comité central affirme que ces actes ont été commis par des « attentés de la guerre froide » pour juguler le succès de la visite de M. Léonid Brejnev et, du même coup, au développement des relations franco-soviétiques.

Des militants du Front des étudiants juifs ont défilé, vendredi 17 juin, dans l'après-midi, une chaîne symbolique devant la porte du cinéma la Seine, où a lieu actuellement un festival du cinéma soviétique, pour en interdire l'accès et dénoncer ainsi l'interdiction de la culture juive en U.R.S.S. et la politique antisémite des dirigeants soviétiques.

## EUROPE

### Espagne

#### CHARGÉ DE FORMER LE NOUVEAU MINISTÈRE

#### M. Suarez va s'entretenir avec les dirigeants des principaux partis

De notre envoyé spécial

Le calendrier post-électoral espagnol prévoit, pour le 21 juin, la proclamation des résultats définitifs du scrutin du 15. Vers la mi-juillet, début de la session parlementaire sous la présidence de M. Antonio Hernandez Gil, récemment nommé par le roi Juan Carlos à la tête des Cortes. Puis chacune des deux Chambres procédera à l'élection de son président. Enfin, les trois présidents, quatre députés et quatre sénateurs formeront la commission permanente — des Cortes. M. Adolfo Suarez, qui a été chargé de former le nouveau gouvernement, commencera ses consultations lundi.

Madrid. — Alors qu'un dixième des bulletins de vote restent à dépouiller, M. Adolfo Suarez a été confirmé par le roi comme chef du gouvernement espagnol. Il a annoncé qu'il s'entretenait à partir du lundi 20 juin avec les principaux leaders politiques, en vue de constituer un nouveau cabinet. Il a demandé à ses ministres, réunis en conseil mercredi par M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier espagnol. Celui-ci a annoncé que son parti refusait de partager le pouvoir avec le centre, car il entendait être une « alternative de gouvernement ».

Un dirigeant socialiste nous a indiqué, d'autre part, que toute alliance avec le parti communiste était également exclue : le P.S.O.E. se sent assez fort, en effet, pour constituer à lui seul une solution de rechange gouvernementale.

#### Les succès socialistes

M. Adolfo Suarez a précisé qu'il avait remis sa démission à Juan Carlos le jour des élections, et que celui-ci l'avait confirmé dans ses fonctions dès le lendemain. Constitutionnellement, il n'était pas obligé de démissionner. Selon les lois espagnoles, toujours en

vigueur, il a été nommé, en effet, en juillet 1976, pour quatre ans. Il semble en tout cas décidé à s'appuyer sur une majorité parlementaire pour gouverner. Tout indique que sa coalition, l'Union du centre démocratique, n'aura pas la majorité des sièges à la Chambre des députés.

Dans une interview au quotidien *Diario 16*, M. Suarez a évoqué la possibilité de chercher alternativement des appuis à droite et à gauche, et a indiqué qu'il solliciterait la collaboration de l'Union du centre démocratique. Il devrait convenir lundi ses consultations en recevant M. Felipe Gonzalez qu'il a personnellement félicité des succès de son parti réalisés par le P.S.O.E.

Un siège du parti socialiste, l'ambassade est évidemment au triomphe. Le P.S.O.E. est devenu la première force politique en Catalogne où il n'existait pratiquement pas. Il a obtenu, en outre, un siège de plus que le parti nationaliste (P.N.V.) dans l'ensemble du Pays basque. Il conquiert la moitié des sièges à Séville et quatre dans les Asturies, où le parti communiste a dû se contenter de faire élire la Facionaria. Le parti socialiste a obtenu la plus grande victoire de son histoire, nous a dit M. Enrique Mugica Herrogueta, l'un des principaux dirigeants du P.S.O.E. Il va occuper le tiers des sièges à la Chambre des députés, alors qu'après les élections de 1971, il n'en avait que le quart. Le dépouillement une fois terminé, il est probable qu'en pourcentage de suffrages obtenus, la différence sera minime entre l'Union du centre et les socialistes.

Ces derniers avaient plusieurs raisons pour justifier leur refus de partager le pouvoir avec la coalition de M. Adolfo Suarez. « Le centre démocratique, qu'est-ce que c'est ? dit M. Enrique Mugica. Une alliance hétéroclite composée d'hommes sans programme, qui ont fait campagne sur l'image d'un seul homme, le chef du gouvernement. Et qui est Suarez ? Ce que nous savons de lui, c'est qu'il a une grande habitude politique, un grand talent pour se mêler au pouvoir. L'Union du centre veut, comme nous, une nouvelle Constitution et s'est prononcé pour la reconnaissance des nationalités. Mais nous donnons à ces deux propositions un contenu différent. Les socialistes souhaitent une Constitution qui assure un

véritable contrôle du législatif sur l'exécutif. Ils sont partisans d'un comité politique et administratif des nationalités d'Espagne, alors que l'Union du centre songe surtout à une simple autonomie administrative. En outre, nous nous étions pour changer la politique économique et sociale. Si nous avions la majorité des sièges aux Cortes, nous gouvernerions pour appliquer la nôtre. »

#### Les rapports avec les communistes

Le « non » des socialistes peut paraître également dicté par la prudence. L'Espagne connaît des difficultés économiques (déficit commercial, inflation chronique) dont elle a remis la solution d'année en année. Le P.S.O.E. n'est peut-être pas tenté de « girer la crise » en compagnie des autres formations politiques. Il souhaite sans doute consolider son implantation dans le pays avant de songer à devenir un parti de gouvernement. Les formations de gauche ont abondamment expliqué avant le scrutin pourquoi elles n'avaient pas formé un front commun : d'abord pour ne pas éveiller le souvenir du front populaire de 1936, qui a débouché sur la guerre civile ; ensuite pour ne pas provoquer une bipolarisation de la vie politique espagnole. Un front des gauches n'aurait sans doute pas manqué de susciter par réaction un front des droites ; il aurait donc coupé une fois de plus le pays en deux.

Les socialistes se montrent de toute façon assez sceptiques quant à l'évolution proposée du P.C.E. Ils ne croient pas en tous les progrès théoriques apportés par l'eurocommunisme de M. Santiago Carrillo, mais ils se demandent si le parti a fait le même effort dans son fonctionnement interne : « Le P.C.E. a fait campagne sur des thèmes sociaux-démocrates, disent les socialistes, ce qui se correspond à sa fonction, et il a placé au technique politique du pays. »

CHARLES VANHECKE.

### République d'Irlande

## Le gouvernement perd les élections

(Suite de la première page.)

Le gouvernement a été balayé par le parti de l'opposition dans presque toutes les quarante-deux circonscriptions. Dans plusieurs circonscriptions, le Fianna Fail emporte même trois sièges sur quatre.

Ce scrutin traduit évidemment un désir profond de changement de l'électorat. Le leader du Fianna Fail, M. Lynch, a obtenu vingt mille voix dans sa ville natale de Cork, soit huit mille de plus qu'en 1973. Dans une circonscription de Dublin, la petite fille du fondateur du Fianna Fail, Michael de Valera, fille âgée de vingt-quatre ans, a été élue.

Au fur et à mesure que les tendances se précisent vendredi soir, et que la victoire du parti de l'opposition semble inévitable, les commentateurs et les hommes politiques s'étonnaient. Il est évident que la campagne électorale du parti de M. Lynch a été de loin la plus vigoureuse et la plus efficace, mais les deux partis, gouvernementaux auraient dû bénéficier du redécoupage des circonscriptions d'après le ministre de l'Intérieur. Pour que le gouvernement perde cet avantage attendu de cette opération, il fallait que plus de 15 des électeurs changent d'avis et optent pour le parti de M. Lynch. C'était encore inimaginable il y a un mois, car le Fianna Fail avait montré peu de dynamisme dans l'opposition. En fait, plus de 10 % des électeurs qui, lors de consultations précédentes s'étaient prononcés pour la coalition, ont changé d'avis.

La crise économique explique en grande partie ce résultat. Le gouvernement de M. Cosgrave a en fait la malchance d'arriver au pouvoir juste au début de la récession mondiale. Le coût de la vie en République d'Irlande a augmenté de 100 % depuis 1973 ; officiellement, le nombre des chômeurs s'élève à 12 % de la population active. Parmi les jeunes qui avaient le droit de vote pour la première fois, et qui représentaient 30 % de l'électorat, bon nombre n'ont pas réussi à trouver un emploi.

#### Les faux pas de M. Cosgrave

Mais l'analyse ne peut se limiter à la conjoncture sociale et économique du pays. Des membres du parti travailliste et même de jeunes députés du Fianna Fail ont dénoncé, maintenant, que M. Cosgrave n'a pas inspiré confiance, particulièrement à l'intelligence de la capitale. Sa personnalité sèche, la façon dont il s'est opposé à la libéralisation de la loi sur la contraception, ses tirades contre le presse lors du congrès annuel de son

parti, le mois dernier, ont dû coûter un certain nombre de voix au gouvernement. Pour eux, le premier ministre, qui a perdu deux mille suffrages dans sa circonscription de la banlieue de la capitale, porte dans une certaine mesure, la responsabilité de la déroute du gouvernement. Et, de nouveau, on s'attend comme leader du Fianna Fail à être mis en question.

Il est certain que la victoire du parti de l'opposition est un triomphe personnel pour l'affable M. Lynch, dont la campagne électorale a été conduite de manière frappante avec la campagne menée de M. Cosgrave et de M. Corish, vice-premier ministre et leader du parti travailliste.

Aide de la machine politique extrêmement perfectionnée de son parti, M. Lynch a traversé le pays d'un bout à l'autre, s'adressant à des foules enthousiastes. Malgré ses cinquante-huit ans et de récents annus de santé, il s'est affirmé comme le successeur du « chef historique » de Valera et a contribué à confirmer la thèse selon laquelle le Fianna Fail gouverne le pays et de droit divin, avec, de temps en temps, l'arrivée au pouvoir, pour une durée limitée, d'une coalition pour « occuper la monnaie ».

#### Déception à Londres et à Belfast

Déjà, on s'inquiète à Dublin, de l'ampleur du succès remporté par le Fianna Fail, qui, en l'absence d'une opposition substantielle, pourrait garder le pouvoir pendant les deux prochaines décennies.

L'attitude du nouveau gouvernement à l'égard de l'Ulster préoccupe aussi l'opinion. La campagne électorale a certes peu porté sur la crise de l'Irlande du Nord. Cette question, de toute évidence, n'a guère pris sur le choix des électeurs. Cependant, il est significatif qu'à la B.B.C. et à la télévision irlandaise, vendredi soir, M. Lynch ait été contraint de définir la politique de son gouvernement sur l'Ulster. Le gouvernement britannique et les leaders des partis loyalistes d'Irlande du Nord n'avaient pas caché leur désir, ces dernières semaines, de voir reconvoquer le mandat du gouvernement de M. Cosgrave. Le Fianna Fail, pendant sa cure d'opposition, a retrouvé ses sentiments « républicains » et déclaré qu'il souhaitait que le gouvernement britannique annonce officiellement son intention de se retirer de la province.

Cependant, M. Lynch a fait preuve de modération dans le passé. Sa politique, à cet égard, pourrait n'être pas différente de celle du gouvernement sortant :

Il se prononcera alors pour une administration britannique aussi longtemps qu'il n'y aura pas de réconciliation des deux communautés et d'établissement de la situation politique. On attend dans les deux prochaines semaines la formation du nouveau gouvernement. Pour le moment, en dépit de la victoire, le Fianna Fail ne peut pas se permettre de se précipiter à la poursuite de la population restée méfiante devant les promesses qui lui ont été faites depuis un mois pour juguler la récession et régler les graves problèmes économiques et sociaux du pays.

JOE MULHOLLAND.

### Suisse

#### LE COLONEL-BRIGADIER JEAN-MAIRE EST CONDAMNÉ À DIX-HUIT ANS DE RÉCLUSION.

(De notre correspondant.)

Berne. — Le colonel-brigadier Jean-Louis Jeanmaire, jugé à huis clos depuis mardi par un tribunal militaire pour espionnage au profit de l'Union soviétique, a été condamné, vendredi 17 juin, à dix-huit ans de réclusion, à l'exclusion de l'armée, et aux frais de justice. Il a été reconnu coupable de « violations successives de secrets intéressant la défense nationale et de violation de prescriptions de service ». Son épouse a été acquittée du chef de complicité.

Le procureur avait requis une peine de douze ans de réclusion, alors que le code militaire prévoit un maximum de vingt ans. Le tribunal a voulu rendre exemplaire une affaire qui a profondément secoué l'opinion helvétique. Dans ses attendus, le tribunal a écarté les motifs idéologiques aussi bien que l'esprit de lucre, mais déclare avoir « acquis la conviction qu'un grave défaut de caractère méritait d'être puni et d'être puni comme tel de réclusion, est à l'origine de l'activité délictueuse de l'accusé ».

Celui-ci n'a pas contesté les faits et a tenu à dire, dans une ultime déclaration : « Je n'ai pas eu l'intention de trahir mon pays. J'étais pris dans un engrenage infernal. »

Accusé d'espionnage, le tribunal a tenu la teneur des documents remis aux Soviétiques. Tout au plus, a-t-on pu savoir que « leur intérêt était variable et que certains d'entre eux étaient confidentiels et secrets ».

JEAN-CLAUDE BUNKER.



## DIPLOMATIE

## La rencontre de Belgrade

## LES DÉLÉGUÉS ONT MIS AU POINT L'ORDRE DU JOUR DE LA CONFÉRENCE PRÉPARATOIRE.

(De notre envoyé spécial.)

Belgrade. — Les diplomates représentant les trente-cinq pays signataires de l'Acte final d'Helsinki à la conférence de Belgrade se sont séparés vendredi 17 juin pour le week-end dans un climat d'euphorie. Ayant en effet adopté, par consensus, le projet espagnol d'organisation de leur travail, ils pourront dès lundi commencer la mise au point, dans l'ordre fixé par ce projet, des recommandations pour la deuxième conférence de Belgrade, celle qui sera véritablement importante et qui aura lieu à l'automne prochain.

Pour procéder à cette mise au point, ils auront à leur disposition deux projets : celui des Neuf (voir le Monde du 17 juin) et celui qu'a exposé vendredi après-midi le délégué soviétique, M. Vorontsov, mais dont il ne déposera le texte que lundi. Si on a bien compris M. Vorontsov, ce texte ne sera ni plus ni moins que la copie de passages de l'Acte final relatifs aux rencontres de Belgrade. Le projet des Neuf est lui-même très proche du texte de l'Acte final, mais ses auteurs ont essayé de mettre de l'ordre dans les stipulations qu'il contient afin de rationaliser et de structurer le débat. Plusieurs auteurs ont déjà noté que les deux projets ne s'opposent pas et que leur convergence devrait faciliter le consensus à réaliser.

En fait, l'Acte final, très précis, ne permet guère de divergences d'interprétation susceptibles de provoquer des affrontements : même au cas où de telles divergences apparaissent, il serait relativement facile de s'entendre en revenant à la formule de l'Acte final. A la limite, on pourrait même dire que cette rencontre préparatoire n'était pas indispensable, puisque la réunion principale pourrait se tenir sans préparation particulière avec les objectifs déjà fixés par l'Acte final et selon la procédure déjà mise au point par les premières recommandations d'Helsinki en 1973.

JEAN SCHWABEL.

## M. Fraser à Paris

## L'Australie pourrait vendre DE L'URANIUM NATUREL A LA FRANCE

M. Fraser, premier ministre australien, s'entretenait, lundi 20 juin, avec MM. Giscard d'Estaing et Barre. Les conversations porteront notamment sur les possibilités d'achat par la France d'uranium naturel. La politique d'exportation australienne est en cours d'élaboration. Canberra accepterait de vendre de l'uranium naturel aux pays détenteurs d'armes atomiques (donc la France), et aux autres pays non dotés de tel armement mais ayant signé le traité de non-prolifération. Cependant, les Australiens exigent des garanties de non-retraitement de l'uranium irradié (générateur de plutonium).

Les conversations porteront aussi sur les échanges commerciaux. Le déficit français ne cesse de croître (1460 millions de francs en 1976, deux fois plus qu'en 1975). Les exportations françaises couvrent les seules importations de laine.

En revanche, l'enseignement du français occupe une place importante en Australie : il y a cent trente mille élèves du secondaire, l'apprentissage et trois mille étudiants (contre cinq mille pour l'ensemble des autres langues). Un accord culturel sera signé lundi par les deux ministres des Affaires étrangères, M. de Giscard et Fraser.

## KAMPALA VEUT MAINTENIR SES RELATIONS COMMERCIALES AVEC LONDRES

Le maréchal Idi Amin Dada, chef de l'Etat ougandais, a déclaré jeudi 16 juin que son pays souhaitait maintenir ses relations commerciales avec la Grande-Bretagne, malgré la décision de Londres de rompre ses derniers liens diplomatiques avec Kampala. Un porte-parole du Foreign Office avait annoncé jeudi le rappel des deux derniers diplomates encore présents en Ouganda.

La décision de Londres a été prise — selon le porte-parole — « en raison des accusations sans fondement » formulées par le gouvernement ougandais à l'encontre de la Grande-Bretagne. Il a remercié l'ambassade de France — qui était chargée depuis juillet 1976 de représenter les intérêts britanniques et où travaillaient les deux derniers diplomates britanniques présents à Kampala — de s'être « administrativement acquiescé de sa tâche ».

Parallèlement, le Foreign Office a demandé à l'ambassade de s'occuper à Londres de fermer immédiatement la section des intérêts ougandais dont il avait la charge depuis un an. Cette fermeture entraînera vraisemblablement le départ prochain du dernier représentant du régime ougandais.

## AFRIQUE

## République Sud-Africaine

## Des incidents ont fait neuf morts près de Port-Elizabeth

De notre correspondante

Johannesburg. — Troupes venues des Bantoustans, renforts arrivés de Pretoria, la police sud-africaine était largement mobilisée, ces derniers jours, pour empêcher de nouveaux incidents à Soweto. Ceux-ci ont eu lieu à Uitenhage, une petite ville industrielle située à une trentaine de kilomètres de Port-Elizabeth. Environ trente-cinq mille Africains y vivent, répartis dans deux cités, Kakhah et Kwanobuhle. Jeudi 16 juin, à Kakhah, plusieurs centaines de lycéens avaient manifesté dans les rues de leur ville. Cette manifestation avait très rapidement dégénéré en un affrontement avec la police. Toute la journée et dans la nuit, on pouvait voir s'élever d'épaisses fumées. A l'aube, les six écoles étaient entièrement détruites. Des débris de boisson et du centre communautaire, il ne restait que des cendres.

Quelques heures plus tard, vendredi, les jeunes de Kwanobuhle ont manifesté à leur tour, prenant pour cible les écoles, les bâtiments publics et les bars. La police a tiré, et, vendredi soir, on comptait sept morts, trente-trois blessés et deux cent soixante-dix personnes arrêtées. La veille, à Kakhah, deux personnes avaient péri dans un incendie; cinq autres étaient blessées par balles. Quatre-vingt-dix-neuf jeunes gens, accusés de rassemblement illégal, ont été jugés dès vendredi. Les uns ont été condamnés à accomplir un « travail utile » (dont la nature a été laissée à l'appréciation des directeurs d'école); d'autres, à recevoir des coups de bâton; d'autres, enfin, bénéficiaient d'un an de sursis.

Bornis quelques escarmouches sans gravité, Soweto, en revanche, est resté calme vendredi. Les magasins étaient toujours fermés et les écoles désertes. Mais, dans l'après-midi, les livreurs de charbon vasaient à nouveau à leurs occupations, et des femmes vasaient des légumes. Les travailleurs, toutefois, ont été moins respectueux du mot d'ordre de grève lancé par les étudiants du S.S.R.C. (Soweto Students Representative Council) pour commémorer les événements de l'an passé. Selon les chiffres officiels, à peine plus de 30 % ont choisi de rester chez eux.

Vendredi, le nouveau président du S.S.R.C., M. Tomfomo Sono (M. Jabu Mazibuko n'ayant occupé ce poste que pendant une période de transition), a remercié les grévistes, avant de déclarer : « Nous allons continuer à combattre notre ennemi — l'éducation bantoue — aussi longtemps que nous serons frustrés dans nos aspirations au savoir ».

## A travers le monde

raient participé à cette opération qui, selon Maputo, a causé des « importantes pertes » parmi la population.

## Namibie

UN PORTE-PAROLE DE LA SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest Africain) a condamné vendredi 17 juin l'initiative occidentale en cours pour régler le problème namibien. De son côté, M. Nujoma,

## UNE CONFÉRENCE ANTI-APARTHEID EST RÉUNIE A LISBONNE

Une conférence mondiale contre l'apartheid, le racisme et la colonisation en Afrique australe a été ouverte jeudi 16 juin, à Lisbonne, en présence de nombreux délégués étrangers, de représentants des Nations Unies et des principaux dirigeants des mouvements d'Afrique australe.

M. Joshua Nkomo, président avec M. Mugabe, également présent à Lisbonne, du Front patriotique du Zimbabwe (Rhodésie), a mis l'accent sur la nécessité d'un renforcement de l'aide matérielle à son mouvement. « Les peuples du Zimbabwe, a-t-il déclaré, n'ont pas besoin de résolutions, mais d'armes ».

Dans un message adressé à la conférence, M. Waldheim, secrétaire général de l'ONU, jugeait « irréaliste de supposer que le peuple d'Afrique du Sud peut être obtenu grâce au système des Bantoustans qui consiste à écarter la majorité de la population du centre de la vie nationale pour en faire un peuple étranger dans sa terre natale ».

À PARIS, le comité d'action Ereytan Ereytanbach a réclamé jeudi la fin immédiate de l'isolement, la libération et l'autorisation de quitter l'Afrique du Sud pour le peuple sud-africain. Le comité a également demandé la condamne en 1976 à neuf ans de prison. Celui-ci doit comparaitre à nouveau le 20 juin devant un juge d'instruction pour violation de la loi sur le terrorisme (Terrorism Act).

président de la SWAPO, a condamné à Luanda le projet de Pretoria de nommer un administrateur général dans le territoire. — (A.F.P.)

## Pakistan

LE PREMIER MINISTRE, M. BHUTTO, a ordonné, vendredi 17 juin, la libération immédiate de toutes les personnes parmi les trois mille arrêtées depuis le début des troubles politiques en mars, qui étaient encore incarcérées. Ce geste fait suite à l'accord récent (le 16 juin) entre le gouvernement et l'opposition, mettant fin à la crise. — (Reuter.)

## APPEL DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE DU SALVADOR

« Vous pouvez sauver d'un grand massacre un petit peuple d'Amérique Centrale. »

LE SALVADOR : 4 millions d'habitants, du café et sept dictateurs pour les vingt-sept dernières années.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ce tout petit pays n'a connu que des régimes militaires, se donnant une façade légale grâce à des élections truquées.

Le gouvernement, après l'élection du général ROMERO, a, le 28 février 1977, décrété l'état de siège : état de siège prolongé le 24 mai 1977 par une assemblée législative exclusivement composée de députés membres du parti gouvernemental. Le nouvel « élu », le général ROMERO, doit prendre officiellement ses fonctions à la direction du pays le 1<sup>er</sup> juillet 1977.

Les chiffres officiels reconnaissent que des dizaines de personnes ont été tuées. Selon l'opposition, le nombre des morts dépasse la centaine, et des centaines de personnes ont été emprisonnées préventivement depuis les élections.

Paysans, ouvriers, étudiants subissent une répression violente. Les paysans, parce qu'ils tentent d'utiliser les terres en friche des grands domaines, comme dans la région d'AGUILARES.

Les salariés, parce que leurs syndicats tentent de jouer leur rôle : le 22 mai, onze responsables du Syndicat des Transports ont été arrêtés.

Les étudiants, parce qu'ils ne supportent plus ce système oppressif et qu'on les soupçonne de soutenir l'opposition.

Des prêtres ont été assassinés, d'autres emprisonnés, d'autres expulsés parce qu'ils soutenaient les paysans.

Dans ce pays où quatorze familles se partagent l'essentiel du revenu national, où toute activité politique est interdite, les militaires qui gouvernent, inquiets pour leur avenir, semblent se préparer, aidés par deux groupes paramilitaires d'extrême droite (O.R.D.E.N. et U.G.B.), à instaurer la « paix des cimetières ».

Ils ont un exemple : en 1932, trente mille paysans 16 % de la population d'alors) avaient été massacrés.

FRANCE-AMÉRIQUE LATINE appelle l'opinion publique française :

- à témoigner de sa solidarité avec le peuple du Salvador ;
- à dénoncer la répression violente qui le frappe ;
- à exiger du gouvernement du Salvador le respect des libertés et des Droits de l'Homme.

Guy AURENCHÉ

Antoine BLANCA

Jean BOURHIS

Georges FOURNIAL

André FURST

PRÉSIDENTS DE «FRANCE-AMÉRIQUE LATINE»

Signatures à cet appel et chèques de soutien peuvent être envoyés à « France-Amérique Latine », 11, rue du Caïre, 75002 PARIS, avec la mention en correspondance : « Solidarité Salvador ».

## Tunisie

## Au procès du Mouvement de l'unité populaire

## Les accusés nient avoir voulu renverser le régime par la violence

De notre envoyé spécial

Tunis. — La première semaine du procès devant la Cour de sûreté de l'Etat de M. Ben Salah et de trente-deux personnes accusées de faire partie du Mouvement de l'unité populaire (« le Monde » du 15 juin) a été consacrée à l'audition d'une dizaine d'inculpés importants : MM. Tahar Kacem, ancien président de l'Union des coopératives, condamné à cinq ans de prison en 1970 lors du procès de l'ancien ministre de l'économie, Brahim Hayder, soupçonné d'être le « coordonnateur » du Mouvement, Mohamed Bel Hadj Amor, Mongi Fekih, ancien gouverneur de Kairouan, Abbas Halkima, qui aurait exercé les fonctions de « trésorier », Mohamed Daoud, Tijani Harcha et Abdeljelil Ghabiche.

Les interrogatoires, menés par le président du tribunal, M. Mohamed Salah El Ayari, avec autant de bonhomie que de ténacité, permettent d'avoir et déjà de dégager un certain nombre de faits concordants. Tout d'abord, les accusés nient avec ensemble avoir voulu renverser le régime par la violence ou par de moyens illégaux. Tous affirment qu'ils n'étaient pas organisés et qu'ils ne militaient pas au sein d'un mouvement structuré. Ils reconnaissent s'être rencontrés, mais non pas avoir tenu des « réunions » avec tout ce que ce terme implique. Ils ont voulu, disent-ils, réfléchir sur les raisons de l'échec de l'expérience socialiste menée dans les années 60. De là leur est venue l'idée de rédiger un manifeste pour affirmer leurs convictions, tout en réfléchissant sur le passé. Ce texte a été envoyé à Paris à des amis de l'ancien ministre de l'économie qui avaient fondé le MUP. Lorsque ce texte est revenu à Tunis, ont dit notamment MM. Tahar Kacem, Brahim Hayder et Abbas Halkima, nous avons constaté qu'il avait fait l'objet d'ajouts importants et qu'il comportait désormais une introduction et un appel au peuple tunisien sur les termes desquels nous n'étions pas d'accord. Il contenait également des expressions désobligeantes pour le chef de l'Etat. Nous avons fait part de notre mécontentement et de notre désaccord à nos amis parisiens.

Le différend entre les militants de Paris et ceux de Tunis s'est, semble-t-il, précipité en novembre 1976, lors d'une réunion tenue à Zurich. Les représentants du groupe de Tunis souhaitaient, en effet, fonder un parti pour la démocratie et le respect des libertés publiques. M. Ben Salah, on l'a déclaré, n'était pas favorable à ce projet. Si parti il devait y avoir, estimait-il, ce devait être un prolongement en Tunisie du MUP.

La plupart des inculpés ont affirmé qu'ils se préparaient à légaliser leur action en déposant les statuts d'un parti. Tous leur activité antérieure, ont-ils dit, visait seulement cet objectif. Ils étaient à la veille de le réaliser lorsqu'ils ont été arrêtés en mars. Le dialogue, toujours très courtois, entre le président de la cour

et les accusés ne s'est animé que deux fois, lorsque MM. Tahar Kacem et Tijani Harcha se sont plaints des tortures que leur avait infligées la police durant l'enquête. M. Tahar Kacem a notamment affirmé qu'il n'entendait plus de l'oreille gauche à cause des sévices subis. Vendredi, M. Tijani Harcha, sans entrer dans les détails, a affirmé qu'un « véritable laboratoire de tortures » existait dans les locaux du ministère de l'Intérieur. Des vêtements s'étaient alors produits dans l'assistance, la président a dû ordonner une suspension de séance. La Ligue tunisienne des droits de l'homme a été saluée récemment par onze femmes de détenus de plaintes concernant les faits ainsi évoqués. Elle a ouvert une enquête qui n'a pu jusqu'à présent aboutir.

Plusieurs des inculpés ont réaffirmé à la barre, avec beaucoup de courage, leurs convictions socialistes, tel M. Brahim Hayder, qui s'est déclaré « fier d'être jugé pour ses idées ». M. Tahar Kacem a déclaré pour sa part « qu'il faisait confiance à la justice tunisienne ». Tous se sont employés à minimiser les faits retenus à leur encontre. Il apparaît d'ailleurs de plus en plus clairement que les actes qui leur sont reprochés et pour lesquels certains encourrent les peines les plus graves, relevaient en France de la liberté d'expression.

La cour doit encore procéder à une quinzaine d'interrogatoires et écouter les plaidoiries de nombreux avocats avant de se prononcer. Le procès pourrait encore durer une dizaine de jours.

DANIEL JUNQUA.

## UN APPEL POUR LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

A la suite des arrestations survenues au cours du mois de mars 1977, un appel (1) pour la libération des détenus politiques et le respect des libertés démocratiques en Tunisie a été lancé. Nous en publions la conclusion :

« Nous demandons :

- L'arrêt de toutes les poursuites judiciaires pour droit d'opinion.
- L'amnistie générale et inconditionnelle pour les prisonniers politiques et pour tous ceux qui ont fait l'objet de condamnations en raison de leurs idées et de leur conviction.
- Le respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme garantis par la Constitution tunisienne et par les conventions internationales auxquelles le gouvernement a solennellement souscrit.

L. Aragon, écrivain ; L. Antier, maître ; J. Andoux, maître ; Amigou, comédien ; L. Attoun, critique ; G. Aurenché, avocat ; J. Berque, prof. Collège de France ; R. Boudouin, avocat ; P. Bili, député ; M. Blanc, député ; J. Boutin, avocat ; R. Bricchi, secrétaire conf. C.F.D.T. ; Cl. Bourdet, journaliste ; Bardin, maître ; R. Bédier, P. Bayle, journaliste ; J.-M. Bernard, maître, cons. gén. ; R. Bois, pasteur ; P. Bonnamy, maître ; J. Boulogne, maître ; R. Boz, P. C. Bourguet, avocat ; Bréteau, chercheur C.N.R.S. ; R. Bourdier, architecte ; M. Bourdier, chargé de cours Sc. Po. ; R. Chapuis, prof. ; J.-P. Camus, prof. méd. ; M. Callie, secrét. C.F.T. ; M. Carré, chargé rech. Sc. Po. ; M. Charzat, conseil. de Paris ; J. du Chateau, critique ; A. Cheval, assistant dr. pub. ; F. Chevalier, pasteur.

Destanne De Berus, prof. en écon. ; O. Ducloux, député ; P. Dalbert, fonctionn. ; R. Daniel, maître de conf. ; D. Darmon, député ; P. Debrane, journaliste aisé ; Derouez, prof. méd. ; M. Dufiche, maître ; Duplès, député ; G. Freche, député-maire ; M. Foucault, prof. Collège de France ; Polleau, intern. hôp. de Paris ; R. Guyot, sénateur ; Ch. Guez, prof. en écon. ; M. Gouz, prof. ; P.-P. Guinée, prof. Sc. Po. ; J. Gilbert.

memb. comm. et conf. C.G.T. ; J.-P. Gasc, maître de conf. ; Gasc, A.C. agrégé ; Y. Guez, conf. ; M. Gildara, maître assist. dr. pub. ; M.C. Humehar ; J. Hunsinger, prof. ; M. Hoffer, pianiste ; J. Labat, maître, J. Joseph, prof. ; E. Joura, maître assist. Sc. Po. ; C. Kahn, prof. ; P. Kolder, avocat ; M. Larivière, prof. méd. ; Ch. Lasserres, député ; P. Lavigne, prof. dr. pub. ; Jean Jacquet, prof. Collège de France ; V. Jédo, prof. ; R. Lomel, secrét. C.G.T. ; G. Labies, maître assist. ; Lantini, prof. ; Lantini, prof. ; Mme Lantini, secrétaire ; J. Lalot, maître ; J. de Latre, M.C. agrégé ; A. Loozin ; R. Maxima, prof. ; G. Migonot, inspect. P.T.T. ; M. Moussé, toct. ; A. Miquel, prof. Collège de France ; G. Montaron, journaliste ; Madiat, prof. ; J.-C. Maitrot, maître assist. dr. pub. ; P. Noiret, journaliste ; L. Odré, député ; Mme Odré, directrice G.L.O. ; Y. Person, prof. ; P. Peter, maître de rech. C.N.R.S. ; G. Petiot, enseignant ; Frenant, maître assist. ; A. Paul, journaliste ; Quillemot, maître de conf. ; J. Roux, journaliste ; B. Ravenel, prof. ; D. Reig, maître de conf. ; J.-Cl. Roy, maître de conf. ; G. Reboul, journaliste ; R. Regnier, maître, cons. gén. ; R. Sarre, conseiller de Paris ; S. Sibbe, avocat ; F. Sémiel, prof. ; J.-L. Segullion, journaliste ; C. de Serres, prof. ; A. Tunc, prof. dr. m. ; G. Tchoboustsky, M.C. agrégé ; M. Thouzeau, maître ; Tomiche, prof. ; E. Vacant, député ; A. Vivien, dép. ; J.-P. Vigier, maître rech. O.N.R.S. ; Wierem, C.N.R.S. ; F.-Z. William, avocat.

(1) Ceux qui désirent s'associer à cet appel peuvent s'adresser à Mme Perle, 28, rue Henri-Barbusse, 94206 Ivry-sur-Seine.

## Soudan

LE GOUVERNEMENT a interdit, vendredi 17 juin, l'atterrissage sur son territoire des avions éthiopiens qui, en outre, ne pourront plus utiliser l'espace aérien soudanais. — (A.F.P.)

## LA CRISE

La Nouvelle

مكتبة الامم المتحدة



# LA CRISE AUX ANTIPODES

## De notre envoyé spécial JACQUES DECORNOY

La Nouvelle-Hlande, qui n'appartient plus désormais au peloton de tête des pays riches (la mesure étant le revenu par habitant), est devenue le pays le plus dépeuplé. Vivait-elle au-dessus de ses moyens ? Disons que non, car elle ne maintient ni les écoles, ni l'armée, ni les revenus des fonctionnaires (néanmoins) au taux de l'inflation, qui, dans un pays pauvre, doit accroître la productivité de son agriculture et la compétitivité de son industrie (ce quelle parvient à faire, mais à quel prix ?). La Nouvelle-Hlande est un pays qui s'assure de débouchés pour ses campagnes. Certes, elle vend mais elle ne vend pas tout ce qu'elle produit car elle a une dette nationale qui s'appelle la sécurité d'un riantisme mis à demeure présente sur le marché de la consommation mondiale. Les voyages de par le monde (en train, en Grèce, un peu partout, à vrai dire) ne peuvent être que mouton, et la vie, un prodige de la mort.

FIN

## De notre envoyé spécial

réglement global, ce pays acceptait de revenir à l'approximativement 1948, comme d'habitude la guerre d'octobre a légèrement modifiées à la suite de négociations ».

M. Mondale a réaffirmé ce que M. Carter avait déjà dit à propos des Palestiniens. « Ils sont à la source de la tragédie du Proche-Orient. Il est indispensable qu'ils cessent d'être des réfugiés sans patrie pour récolter les bénéfices de la paix : cela peut être réalisé par un compromis concernant une patrie (homeland) ou une entité palestinienne, de préférence asso-

Salon.  
Etats-Unis, deux conditions doivent être remplies pour que la paix puisse être assurée au Proche-Orient. Les dirigeants israéliens acceptent de reconnaître Israël et de vivre en paix avec les Palestiniens. Les dirigeants américains acceptent de reconnaître à la victoire des Palestiniens un avenir où ils pourront « exprimer de façon pacifique leurs aspirations politiques légitimes ».

Aucun accord n'est intervenu. L'effait est aussi loin dans la reconnaissance des droits des Palestiniens. M. Mondale a rappelé que le président Jimmy Carter de l'« entité palestinienne » devait être négocié directement entre les parties concernées.

Le 22 septembre, jeudi, après avoir été informé par un journaliste que M. Carter se rendrait en Israël avec le grand rabbin d'Israël, Shlomo Goren, que le président israélien se retirait à propos des négociations de paix.

Plusieurs personnalités juives américaines se disent « déçues » et « inquiètes » à propos du discours de M. Mondale. Le sénateur démocrate de New York, Daniel Patrick Moynihan, a déclaré que les pro-Israéliens, qui ont pris le parti de M. Mondale, ont peut-être peut-être déjeuner avec MM. Carter et Mondale, se sont, en revanche, montrés prudents et ont affirmé que les Palestiniens ont des points saillants, sur le rôle principal dans son discours.

LOUIS VIZNITZER

(1) Selon le grand rabbin Shlomo Goren, M. Carter s'était déclaré fermement opposé à la création d'un Etat palestinien entre Israël et la Jordanie, et avait affirmé qu'un règlement du problème palestinien ne devait être envisagé que dans un cadre israélien.

Bagdad (A.F.P.). — Un délégué du parti Baas, au pouvoir depuis la révolution, a annoncé vendredi 17 juin le ministère irakien de l'information. L'agent de M. Othman Mohamed Faïq, membre du Conseil national, a déclaré que le nouveau ministre est un homme kurde directeur de la saison d'édition kurde au ministère de l'information, tué, selon le communiqué, « par un commandant de la clique créée par l'impérialisme ». M. Faïq, d'origine kurde, était membre du Baas depuis 1939 : « était lui qui, le premier, avait annoncé sur les ondes de la radio la chute de la révolution et la prise de pouvoir par le parti au pouvoir en 1968 ».

19 juin 1977 - 14 h. 30

**Avec le Docteur Fathi ARAFAT**

## Président du Croissant Rouge Palestinien

et des représentants de l'Union des Femmes et de

## Travailleurs Palestiniens

Sous la présidence du professeur P. Milliez

## CONNAISSEZ-VOUS LA CORÉE ?

Pour la plupart de nos compatriotes ce pays asiatique, réputé pour la grande beauté de sa nature : c'est le « pays du matin calme », tant chanté par les poètes et les écrivains du monde entier.

Beaucoup se souviennent certainement de la « guerre de Corée », ils ont en mémoire les images de ce conflit avec les souffrances et la lutte héroïque d'un peuple décidé au prix des plus grands sacrifices à préserver son indépendance.

Certains se rappelleront les actions de solidarité du peuple français pour dénoncer l'agression américaine de 1950, pour soutenir ce peuple évoque un territoire situé à l'est du continent et pour préserver la paix mondiale menacée par ce conflit.

Aujourd'hui, lorsque l'on parle de la Corée dans la grande presse, c'est le plus souvent pour évoquer les atteintes de toutes sortes aux libertés et droits démocratiques qui frappent durement toutes les catégories de la population de Corée du Sud.

Les récentes déclarations électorales du Président CARTER sur les atteintes aux droits de l'homme en Corée du Sud et sur l'éventualité du retrait des troupes américaines de cette partie du

**André AUBRY,**  
Sénateur-Maire d'Ancoy  
Président du Comité.

la Corée ont de nouveau mis les phares de l'actualité sur la situation dans cette partie du monde.

Savez-vous en effet que, trente-deux ans après sa libération de la cruelle oppression japonaise, cette nation qui s'enracine dans une histoire millénaire, dans une longue unité territoriale, dans une langue et une civilisation d'une vigoureuse originalité est encore divisée, écartelée, devrait-on dire, contre la volonté de son peuple ?

La situation tragique de ce peuple divisé contre son gré, les menaces que font peser sur la paix une telle division, ne pouvaient laisser indifférents toutes celles et tous ceux qui dans notre pays sont attachés aux idéaux d'indépendance nationale et de liberté et de paix.

Venus de tous les horizons politiques et philosophiques, des personnalités se sont réunies et ont constitué un Comité d'Action et de Soutien pour la Réunification Indépendante et Pacifique de la Corée, qui a lancé l'appel ci-dessous déjà signé par de nombreuses personnalités et organisations politiques, syndicales

**Guy DUPRÉ,**  
Secrétaire Général du Syndicat National  
des Travailleurs de la Recherche Scientifique-C.G.T.

**Appel pour le soutien à la réunification indépendante et pacifique de la Corée**

La résolution adoptée par le treizième session de l'Assemblée Générale de l'OSU souligne que la réunification de la Corée, trente ans après sa division entre le Nord et le Sud, et vingt-deux ans après la signature de l'accord d'armistice en Corée n'était toujours pas réalisée.

Depuis plus de trente ans, on lui refuse le droit élémentaire de retrouver son unité nationale, unité rendue difficile par l'ingérence étrangère et par le maintien de forces armées étrangères dans la péninsule.

Pour y parvenir, il pourrait être constitué un Gouvernement central unifié après élections démocratiques dans le Sud et dans le Nord.

Le Gouvernement central unifié pourrait alors, il serait nécessaire de prévoir comme mesure transitoire la création d'une confédération groupant le Nord et le Sud, tout en laissant en place, dans les deux zones, les institutions existantes ainsi que leurs régimes économiques-politiques.

Le Gouvernement central unifié pourrait alors procéder à des élections libres et universelles dans tout le territoire de la République Démocratique et Populaire de Corée. Il s'agit des trois

- 1) Indépendance totale, c'est-à-dire exclusion de toute ingérence;
- 2) Pas de recours à la force, donc respect de la voie pacifique;
- 3) Constitution d'une grande union, c'est-à-dire d'une union respectant les différences entre le Nord et le Sud, différences existantes dans les institutions politiques, économiques.

Les membres du Comité ont, par ailleurs, mesuré toute l'importance du programme en cinq points formulé par le Président de la R.P.D.C. KIM IL SUNG, et présenté en juin 1973,

- 1) Elimination de l'état d'opposition militaire, et détente entre le Nord et le Sud;
- 2) Collaboration et échanges multiples entre le Nord et le Sud;
- 3) Convocation d'une grande Assemblée Nationale;
- 4) Confédération du Nord et du Sud sous le nom de la République Confédérale de Koryo;
- 5) Adhésion à l'ONU, sous le nom de la République Confédérale de Koryo.

## PREMIERS SIGNATAIRES

AUBRY A. AMIANT R. BATEUX L. BIDOUGE R. BOSMAN P. BRIOT R. CASTEL P.  
 CHABRY A. CHATAIGNER C. CHONVAT J. CUGUET J. DREYFUS N. DUPRE C. DURAPOUR G.  
 DUBOIS A. DUBRE J. DUPPOUX M. EHEL A. FARGE M. FIEUX L. GAILLET D.  
 GELLY S. GENOT M. GROSSELET M. GUYOT R. HUGO B. JANS P. HOUDIN C. JOSE-  
 PHE W. JALOS J. LANGONIN M. LANTIEREUR L. LEBOURDAND G. LAVIGNE P. LECORRE R.  
 LEGOFF M. LALOZ C. MASSABEAU M. MASSON A. MONTAND G. MOURGUES P. MACHEFFRE P. NOZ-  
 E P. OFFERT B. PALERRE J. PAVERA E. ROUX A. SARRIN S. SAUTER J.  
 SUBERT J. TAILLARD M. THOUVENOT B. TROUBLOZ M. BOGALKEI J. VARENNE F. VIDAL D.  
 VIZEN A. VERNAUD G. WANSTOCK P.

Joignez-vous à cet appel en vous adressant à :  
A. AUBRY, Sénateur-Maire, 93160 ANTONY, et  
G. DUPRE, Secrétaire Général du R.N.T.P.S.-C.G.T. 19, rue de Solferino, 75341 PARIS Cedex 07.







## M. Estier expose les thèses de la majorité et M. Guidoni celles du CERES

Et lors de la convention sur l'autogestion qu'il était difficile de mériterait peut-être un congrès national, nous ne l'habillerions pas de « quelques slogans » dans la motion du courant 1.

*« Je crois sincèrement qu'aucun de ses problèmes n'est tel qu'on ne puisse être résolu par une action individuelle ou par une longue loi »,* poursuit M. Guidotti qui s'étend sur des propos de ce genre. « Je ne dirais pas que nous sommes pas là pour approfondir les divergences. Nous sommes là, au contraire, pour définir les divergences, pour les résoudre, pour savoir si nous pourrions atteindre à un stade supérieur de la vie sociale. Nous sommes bien le cadre et les limites de notre discussion mais aussi son importance. »

Le vote indicatif sur les deux motions donne les résultats suivants : 10 pour la première motion, 10 pour la seconde.

quatorze mandats, quatre mille quatre cent quarante et un (98,58 % des votes) pour la motion 1, mille quatre cent dix-neuf (33,99 %) sur la motion 2. On compte cinquante et un mandats pour l'abstention et trois pour le refus de vote. Par rapport aux suffrages exprimés, le texte des amis de M. Mitterrand recueille donc 78,48 % des voix, ceux des amis de M. Chevènement 24,21 % des voix.

**PATRICK JARREAU.**

## Portée à la direction core acquis

d'un accord. Dans la majorité, M. Defferre, dont la fédération ne compte que 2 % de militants, a obtenu 100 % des voix. Cette thèse dont M. Mauroy sous-entend qu'elle devrait s'accompagner d'un plus strict respect de la discipline.

naïve semblait être celle qu'exprimait M.M. Collard et Bernu, membres du comité directeur, quand ils déclarèrent, au cours d'un séminaire, que le secrétaire national, qui estimait qu'un accord politique n'entraînerait pas nécessairement l'entrée des dirigeants de la minorité sur la scène politique, était noble, en 1973 les partisans de M. Jean Foppenen avaient voté avec la majorité sans entrave, assis dans les principales instances du CERS.

Les délégués de la minorité étaient également divisés sur la nécessité d'un accord. Beaucoup déclaraient qu'il ne devrait pas reposer sur un accord de relations du CERS. Ceux qui pensent que le parti connaît une « dérive social-démocrate » jugent préférable d'y maintenir une ligne qui puisse en limiter l'ampleur.

En terme de rapports de forces, le problème est simple : l'entrée de la majorité dans les instances dirigeantes de la quinzaine de CERS, la majorité de la quinzaine de CERS vaut-elle d'être à celui-ci les quatre-vingts autres ?

T. P. et P. J.

**En Alsace**

**UNE RENCONTRE ENTRE M. MAR-  
CHAIS et Mgr ELCHINGER EX-  
GERAIT LA DISCRETION.**

Continuant le voyage qu'il effectue en Alsace, M. Georges Marchais a été reçu, vendredi 17 juin, à Bischheim (Bas-Rhin), par le maire, M. Claude Lust (U.V., g.), dans une demeure sur la rive d'un lac qui domine.

M. Marchais a indiqué que s'il n'y a désormais dans cette région que des communistes, il n'est pas possible qu'il y ait une telle co-  
gauche avec en leur sein des élus communistes, c'est-à-dire, pour une part décisive, à la confiance pro-  
fonde et parfois massive que nous nous accordons, à nous tous, les  
travailleurs chrétiens. C'est là un  
grand succès pour l'union.

D'instinct, Mgr Léon-Arthur Elchinger, pasteur de Strasbourg, que M. Marchais avait souhaité rencontrer (le Monde du 15 juin), a précisé qu'il n'avait pas refusé une entrevue avec le secrétaire général du P.C., mais qu'elle n'avait pas été programmée.

Le représentant de l'Union de Stras-  
bourg a indiqué « qu'il avait été  
convenu d'un commun accord,  
entre Mgr Elchinger et M. Maxime  
Grenet, représentant de M. Mar-

● M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, vendredi 17 juin, que la création du groupe Présence radicale au sein du Comité d'études pour un nouveau contrat social (voir le Monde du 17 juin) ne constituait pas « une opération saisonnière ».



# romans

ما كنا اعداء الاصل





# Monde aujourd'hui

Regard

LES ENFANTS PERDUS

## LE CANNIBALE

Il est monté à Odéon. Ce n'était pas l'heure de pointe, mais il y avait du monde dans la voiture de seconde classe. Éléphant, grand, il occupe la seule place vide de la banquette. Il ouvre son journal et y plonge la tête. Déjà il avait attiré les regards des voyageurs par ses grandes jambes, son absence et ses gestes quelque peu envahissants. En lisant le journal, il mâchait du chewing-gum et souriait.

Une dame d'un certain âge, de ces dames qui n'ont pas de lèvres mais qui les dessinent avec du rouge, l'observait tout en prenant les autres à témoin. Le jeune homme était très amusé par ce qu'il lisait. La dame aux lèvres peintes n'arrivait plus à contenir sa gêne, sa colère. Elle murmura à qui voulait bien être son complice : « Quand même, tu es engorgé... Pourquoi ne restes-tu pas dans leur brousse ? Vous, on ne va pas les voir là-bas. Une vieille dame, ça ne la respectent pas. Vous croyez qu'il a compris ? Pensez donc ! D'ailleurs, ce n'est même pas de la politesse ; il est écrit en toutes lettres qu'il faut « laisser les » places aux personnes âgées et « aux invalides... ». Il s'engorgera. Non seulement il est de couleur, mais il doit être sourd. Quelle époque ! Ils sont maintenant occupés par la France. Ils sont capotés avec leurs grandes jupes. Et dire qu'il y a des Françaises qui couchent avec... »

Le jeune homme, impassible. Les autres voyageurs assistent à la scène sans broncher. La vieille dame s'adresse alors directement à sa voisine : « Dites-moi, madame, comment ils font là-bas ? Qu'est-ce qu'ils font de ces dames là-bas ? » La voisine ne répondit pas.

Le métro s'arrête. Barbès-Rochesbrouard. La jeune femme se leva. En passant devant la vieille dame indignée, toujours debout, il dit : « Chez nous, là-bas, les vieilles dames, on les mange, madame ! »

TAHAR BEN JELLOUN.

« QUE faites-vous ? — Ouvrier spécialisé chez I.B.M. », répond Dominique au médecin qui l'interroge. Sur sa table de chevet, d'Aurore, de Nietzsche et d'Histoire extraordinaire, de Poe. Quand le jour se lève, il n'a rien dit. Il n'était qu'une chevelure noire, un corps d'adolescent maigre et efflanqué. Mais quand l'autre est parti, il s'est mis à parler.

Il avait fait une dépression nerveuse, quitté le lycée. « J'ai raté mon bac. Avec des copains, nous sommes partis voir la mer en Bretagne, en hiver. La mer, c'est chouette en hiver... Le Mont-Saint-Michel. On a bivouaqué dans un petit port, à côté de Saint-Brieuc. Et puis nous sommes rentrés, et j'ai raté mon bac. »

Il raconte sa vie, ses espoirs, ses angoisses par bribes, par larmes. Et je devine, je sens la peur qui sourd de ses propos, la peur d'être ridicule. « Tu n'as pas redoublé ? — J'avais déjà redoublé ma première, une première D, après une première C. Ensuite, j'ai choisi la terminale A, les gens sont plus intéressants. Il y avait un type extraordinaire, fou de Nietzsche, qui portait une cape blanche, rêvait des vers en allemand. Il buvait de la vodka et jetait son verre. Un jour, il est allé voir un petit éditeur. Il lui a expliqué : « Je suis poète, je veux être édité. » C'est la fin de sa vie. Il est allé à la chambre en face d'un hôtel particulier où se séjournait Oscar Wilde. C'est avec lui que je suis parti voir la mer. Les cinquante premiers kilomètres, c'était chouette. On parlait sans rien, comme ça, après les cours. On n'allait pas bien loin... »

« J'ai aussi vécu dans une communauté, près de Folz. J'étais arrivé avec mes petites idées, Freud, la psychanalyse. Je ne comprenais

rien. Les types m'ont tout de suite expliqué. Mais ça n'a pas marché. Il y avait une forme, des ruelles ; c'était chouette. Mais l'en et au mur des discussions, de toujours tout discuter, de ses problèmes, des problèmes des autres. Quand tu es le point de mire, le centre des propos, c'est dur. Tu as envie d'être seul, mais les autres le devinent, et il faut parler... Ou quand le soir, après huit, neuf heures de travail, pendant le repas, un type grimpe sur la table et hurle, traite les autres de crétins, c'est dur.

« Alors je suis rentré. J'ai voulu m'engager. Mais le gendarme, ils m'ont dit d'attendre, de voir.

— T'engager ?

— Oui, je voulais un cadre, des gens qui se taisent, qui agissent. Je croyais aussi que, le soir, je pourrais penser, réfléchir. Aujourd'hui, je suis chez mes parents. J'ai une affection. Et je travaille chez I.B.M. Ils vont peut-être me mettre à la porte, cela fait une semaine que je suis absent et je suis temporairement. Au début, quand je rentrais le soir, je pleurais, je me couchais sur le sol, je pleurais.

## Un vieux de 48 ans

« Tu vois, j'ai décidé de me ranger. Vivre en marginal, c'est difficile. Il faut avoir une aide des parents, des ressources. Je connais un type qui est allé à Kémandou, il est revenu malade, son père lui versait 1 500 francs par mois, c'est bien. Et un vieux de quarante-huit ans ; ses grands-parents ont quitté la Russie en 17 avec des bijoux, un trésor. Et lui vit encore dans le désert. Pas pour être édité. Pour son plaisir. Il nous prête sa maison ; il fait des coups. La nuit, il aide les gendarmes. A quarante-huit ans, c'est bien de s'amuser encore comme un petit fou. »

Et Dominique est parti. Avec ses livres. Il venait d'acheter Luchter et l'Enfant. Il allait chez son copain fou de Nietzsche — qui voulait devenir un sage et se donner la mort. A la fin du mois, il prendra des vacances chez une copine à Saint-Raphaël. Une fille qui veut se marier avec un type riche, très riche. Elle est partie à Saint-Raphaël, pour cette raison. Elle pense que ça sera plus facile en province, sur la Côte. En février, il sera sous les drapeaux et l'année d'après, en juin, il fera un stage de collaborateur d'architecte dans un centre F.P.A. à Corta. C'est chouette, collaborateur d'architecte, n'a-t-il dit. Enfin ce ne doit pas être drôle, collaborateur... »

YANN MICHELLE.

## LE CHIEN

## Requiem pour Tino

MME THERESE habite près du métro Arts-et-Métiers, entre la rue des Gravilliers, dans un logement étroit et vétuste, rempli de souvenirs de famille, à quelques encablures du Centre Georges-Pompidou. Encablures, c'est le mot, car Mme Thérèse a été durant vingt-sept années l'épouse fidèle et attentive d'un marin breton. En ce temps-là, elle vivait à Fécamp. Son mari était terre-neuve, donc longtemps absent chaque année. Mme Thérèse en silence portait sa croix, une sorte de croix de Lorraine, puisqu'elle est native de Nancy.

Une fois son époux mort et enterré, les comptes réglés, les maigres biens vendus, elle vint s'installer à Paris, en qualité de serveuse de restaurant. Elle ne songea pas à se remarier. Elle est de ces femmes qui ne peuvent avoir qu'un homme dans leur existence. Mais, pour égarer sa solitude de femme seule, sans enfants ni pe-



lits-enfants, elle acquit un chien. Un chien perdu sans collier. Un bâlard. Indescriptible. Quelques choses comme le produit de l'accouplement contre nature d'un dogue et d'un pékinois. Mais le chien avait des yeux mouillés d'affection infinie, des yeux rouges de tendresse comme ceux de Mme Thérèse lorsqu'elle rentrait chez elle, passablement éméchée, aux alentours des 10 heures du soir, après avoir ingurgité maintes « petites blancs » dans les bistrot du quartier en compagnie d'une humanité paumée, grande gueule, et libérale.

Un jour — il y a trois semaines environ — ayant pu plus que de coutume, Mme Thérèse donna pour la première fois une raclette injustifiée à son chien, qui décida alors courageusement d'être libre et se vit plus loin, ailleurs.

Mme Thérèse, ivre, s'endormit du sommeil du pauvre. A l'aube, désolée, elle appela son cher Tino, baptisé ainsi en l'honneur de son chanteur préféré. Tino ne répondit

pas, n'aboya pas, et pour cause. Mme Thérèse pleura. Bien que peu portée sur les travaux d'écriture, elle se mit à rédiger en une dizaine d'exemplaires un message du genre : « Forte récompense à qui rapportera Tino mon chien... » Elle ne savait pas au juste en quel consistait la forte récompense, et elle éprouva quelque difficulté à dépeindre son lamentable compagnon. Elle colla les affichettes elle-même, un peu partout sur les murs arides et les innombrables palissades du quartier.

Quelques jours plus tard, le patron du café qu'elle avait indiqué comme boîte postale lui apporta un monsieur à la voix très distinguée avait téléphoné et qu'il serait là, le soir même, à 7 heures, avec Tino sain et sauf.

A 7 heures moins deux, Mme Thérèse, fébrile d'avoir attendu coup sur coup, deux « saluts », aperçut à travers la vitre Tino tenu en laisse par le monsieur à la voix très distinguée, un homme d'une cinquantaine d'années vêtu d'un complet sombre.

Elle ouvrit la porte du café, surgit sur le trottoir dans la pâle lumière d'un matin de mai. Tino la reconnut aussitôt. Il bondit, la laisse glissa entre les mains du monsieur qui cria quelque chose. Aveuglé par le bonheur des retrouvailles, Tino ne vit pas l'ambulance qui surgissait à 100 à l'heure et s'engouffrait dans la rue Beaubourg. Tino vola en l'air et rebroussa vers l'ambulance en morceaux éparpillés. L'ambulance s'immobilisa net, dans un crissement de pneus lugubre. Le chauffeur bondit, mi-horrifié mi-colérique. Il expliqua en haletant, aux premiers badauds accourus sur les lieux du drame, qu'il transportait un homme qui pouvait mourir d'une seconde à l'autre et qu'il ne pouvait pas perdre un instant. Il cria une adresse d'hôpital, un numéro de téléphone, puis remonta dans son véhicule, qui s'ébranla sur les chapeaux de roue.

Il n'y eut pas, bien entendu, d'enterrement pour Tino. Seuls les riches ont accès à ces baroques et luxueux cimetières des chiens. Tino disparut dans l'anonymat de la fosse commune.

Depuis ce jour fatidique, Mme Thérèse est très triste. Elle ne parle plus à personne. Elle boit, anéantie dans un mutisme qui se veut agressif, mais n'y parvient guère.

Samedi dernier, à l'heure de l'apéritif et de la lecture des journaux pour le tiers du lendemain, Bébert, un « chif » du coin, a proposé à l'honorable assemblée qu'elle se cotise pour acheter un couple de serins à Mme Thérèse. Ainsi que quelques bonnes bouteilles de pinard. Des serins, mais pas de chien surtout.

Bébert, qui a plus de cœur que d'argent sur son livre de caisse d'épargne, a ajouté : « Des serins ! Parce que ça chante ! »

Dans l'été, il offrira une tournée générale à la mémoire de Tino. Je l'avoue, il y eut à cet instant quelques regards mouillés fuyant vers les plafonds, quelques mouchoirs discrètement roulés en boule, quelques sanglots de ménagères émus.

Il parait que ce matin Mme Thérèse a dit au patron du café qu'elle allait repartir pour la Lorraine, dans son village natal, où les chiens peuvent courir follement, entre les champs et la mare aux canards, loin des bolides qui écrasent les œuvres Tino.

ANDRÉ LAUDE.

## Au fil de la semaine

ENCORE un proverbe ou rancart : charbonnier n'est plus maître chez soi. Tout le long des rives de Manton ou Toulouet, les propriétaires de maisons et d'appartements de vacances ont pris depuis longtemps l'avantage du nombre dans les petites stations sur la population locale. A la périphérie des grandes villes et, pour Paris, jusque dans l'Yonne, la Loire, l'Eure, l'Eure-et-Loir, l'Oise, l'Aisne, la Marne, combien de villages où les résidents secondaires sont désormais plus nombreux que les autochtones ? La Touraine, la Provence, le Périgord, les Alpes et les Savoies, les Pyrénées, ont été tour à tour atteints. Et voici que l'invasion a gagné jusqu'au fond des Ardennes et de la Franche-Comté, au cœur de la Lorraine et de l'Alsace.

Les envahisseurs ne sont pas tous de la même espèce. Il y a d'abord les touristes qui ne font que passer, parfois s'attardent, et à l'occasion louent un gîte pour quelques semaines d'été. Puis ceux qui ont acquis une maison où ils viennent les uns en vacances, les autres en fin de semaine respirer l'air pur et retrouver une vie saine. Enfin, les citadins émigrés qui ont choisi de vivre désormais à la campagne.

Ceux-là, on les appelle en Normandie les « hors-venus », en Anjou les « hors-venus », dans la Bretagne du Sud les « hors-venus », et partout ils sont et ils restent des « Parisiens », même s'ils sont originaires de Lille ou de Lyon, des « étrangers », même s'ils viennent de 20 kilomètres, des gens « qui ne sont pas d'ici », même s'ils sont revenus finir leurs jours dans la région où ils sont nés.

Mais parmi eux, comme parmi les résidents secondaires, il en est qui sont doublement étrangers : ce sont les Belges, les Hollandais, les Suisses, les Allemands. Il y a ainsi des hommes néerlandais au bord du Larzac, des villages allemands en Ardèche, des communes suisses en Périgord, d'imposantes colonies wallonnes ou flamandes dans la Vaucluse et en Provence... Le facteur et le boulanger seront bientôt les seuls à parler français.

Et pourtant, c'est le même refrain : ils achètent tout, ils nous prennent tout, ils font monter les prix, ils perturbent la vie locale... Ah ! On n'est plus chez soi. Même si on leur fait bon visage, on n'en pense pas moins.

Une première remarque vient à l'esprit : s'ils achètent, c'est qu'on leur vend. Et qui leur vend bon prix sinon ceux-là mêmes qui viennent ensuite se plaindre de voir leurs fermes belgiques et leurs villages germaniques ? Soyons trop peu déda, dont les enfants, devenus ouvriers ou employés à la ville, ne reprennent pas l'exploitation trop peu rentable, mais veulent pouvoir payer leur appartement, changer de voiture, offrir des vacances lointaines. Héritiers qui liquident allégrement, à coups de chèques à quatre zéros, des hectares qui, il y a vingt ans, ne valaient rien et hier encore demandaient beaucoup de peine pour rapporter tout juste de quoi survivre. Sans parler des molins qui, pris en main par un agent immobilier qui sait y faire, lâchent de temps en temps une barge en ruine pour construire une station-service pour leur fils, un méchant coin de bois pour rénover les bâtiments de leur ferme, une mauvaise friche pour le prix d'un gros tracteur.

Alors les « étrangers » restaurant à grands frais et, il faut le dire, souvent joliment la ruine payée à prix d'or : vieilles pierres, tuiles romaines, fenêtres à petits carreaux, poutres décapées, une orgie de vigne vierge, de glycine et de géraniums... Les amoureux du passé, les apôtres du retour à la nature, les

## Les « hors-venus »

par  
PIERRE VIANSSON-PONTE

écologistes et les régionalistes soupirent : ces « étrangers » ont les poches pleines, ils peuvent s'offrir du rêve, eux, tandis que les Français n'ont pas les moyens de faire de même et doivent brader leur passé, leurs maisons, leur patrimoine.

Ce n'est pas vrai : il y a des Français qui ont parfaitement les moyens de faire revivre les villages. A commencer par ceux qui, précisément, vendent leurs fermes et leurs hectares. Mais voilà : ils préfèrent bâtir de coquets pavillons à l'orée de la ville voisine ou acheter un F3 dans quelque « résidence du soleil » à La Grande-Motte ou à Merlin-Py. Les gémissements sur les « étrangers » qui « nous prennent tout », sur les « Parisiens » et autres gens du Nord qui « nous volent jusqu'à notre soleil », sur notre grande mère et la richesse de ces intrus sont hypocrites. Et traversent à cent à l'heure, bateau sur la toile et télévision dans la caravane, le charmant vieux village pour arriver plus vite au camping ou au studio-douche-couleur-cuisine avec terrasse panoramique près de la plage où il bronzerait entre le pastis et le pétanque, les Français verseraient une larme de crocodile sur son pays envahi.

Avec les « hors-venus », « hors-venus » et « survenus », c'est une autre affaire. On les connaît, on les aime, on s'en méfie. Ils ont trop tendance à donner des leçons, à imposer leurs habitudes, et ils perturbent la vie locale, brisent les routines, déclinent le réseau de relations — faites de cousins, de traditions, d'habitudes et aussi de vieilles haines recuites — qui sont le tissu social de la commune. Ils veulent faire bouger les choses, ils sont politisés, ils dérangent, et les réflexes du clan jouent facilement contre eux (1).

« Ils se figurent qu'il n'existerait rien avant leur arrivée », dit l'un des vieux habitants. Et le notable local de fustiger « des gens venus d'ailleurs pour semer le désordre dans notre paisible localité ». A cet égard, les récentes élections municipales ont marqué une étape importante : ce n'est pas par hasard que, dans plusieurs départements proches de Paris, on a vu trois, quatre ou cinq listes s'affronter dans des villages de cent ou cent cinquante feux alors qu'on n'en comptait habituellement qu'une ou tout au plus deux — encore la seconde était-elle souvent incomplète. On a vu des bulletins dans des communes où un tel événement, de mémoire d'homme, ne s'était jamais produit. On a même vu parfois un promoteur immobilier conquérir le fouteux de maître à la tête d'un conseil composé exclusivement d'agriculteurs. Pris entre le désir d'équiper, de développer leur commune et la crainte d'être envahis, peut-être dépossédés, les autochtones hésitent, varient, se divisent, puis s'enferment dans une méfiance compréhensible.

La mobilité sociale, pourtant bien nécessaire, n'y trouve d'abord pas son compte, ni la tolérance. Peu à peu cependant, les tensions se relâchent, les relations se nouent, l'intégration se fait — pas très vite encore, mais beaucoup plus rapidement qu'autrefois. Il y a là, avec des aspects très positifs à côté d'inévitables inconvénients, un élément important et bien négligé, qu'aucune statistique et peu d'études de sociologues peuvent saisir, de transformation en profondeur des mentalités dans les campagnes françaises.

(1) Il y a eu récemment à ce sujet d'excellents articles de Jean-Dominique Bouchet, dans Ouest-France. D'autre part, Cassandre, dans Charlie Hebdo, a soigneusement abordé le problème des « étrangers », notamment le 9 septembre 1976.



# ETRANGER

## REFLETS DU MONDE ENTIER



### Huit colonnes à la une

Pour être sûre que ses lecteurs ne minimiseront pas l'événement, la PRAVDA du 12 juin consacre huit colonnes à la « une » à l'hymne national soviétique, dont les paroles ont été remaniées :

Сила жеруний республик свободных  
Силотила волеки Великая Русь.  
Да здравствует созданный волей народов  
Единый, могучий Советский Союз!

Слава, Отечество наше свободное,  
Пустьбы народов народовский оплот!  
Партия Ленина — сила народных  
Нас ж торжеству коммунизма ведет!



### Herald Tribune

#### The best show in the world

Combien ont réellement coûté les fêtes du jubilé aux contribuables britanniques, se demande le commentateur anglais Anthony Sampson, dans le quotidien américain INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE ? Les cortèges, la carrosse d'or, les représentations de gala et les jeux d'artifices ont pu paraître d'un prix exorbitant ; les drapeaux qui jalonnaient la route de la reine, ont coûté, à eux seuls, 300 000 dollars (1 500 000 F), mais, en termes de « show business », un pareil spectacle, est reconnu internationalement bon marché.

» Pour un programme de télévision, la machine monarchique est idéalement équipée. Elle fournit tout : les acteurs, les costumes, les décors et le texte. Il est difficile d'évaluer ce qu'a représenté cette attraction pour les chaînes de télévision, mais, selon la BBC, le coût du spectacle — le service religieux à Saint-Paul — a été regardé par vingt-deux millions de spectateurs. Autant que la « show » la plus populaire de l'année : le concours de Miss Monde. (..)

» La contribution à l'industrie du tourisme est incalculable : les rentrées sont évaluées à 250 % de celles de 1976. (..)

» Autre avantage, estime Anthony Sampson : « Contrairement aux matches de football, les débuts ont été réduits au minimum. »



### Une bruyante passion

La passion des Allemands pour la musique — ou, plus exactement, pour la pratique d'un instrument — atteint actuellement un degré inconnu jusqu'ici, assure Die Zeit, qui précise que les élèves de quatre à soixante-dix ans se pressent en foule dans les institutions spécialisées. Une rédactrice de l'hebdomadaire raconte :

« Au début, nous n'avons rien remarqué chez nos voisins. C'était tout juste et quelques notes de piano résonnaient parfois, et si, l'été, quand les fenêtres donnaient sur la rue restaient ouvertes, on sortait d'impétueux accords. Aujourd'hui, les notes de musique nous accompagnent presque toute la journée : jusqu'à 10 heures du soir, on entend monter et descendre des gammes, chacune un ton plus haut que la précédente, de petits morceaux stéréotypés, tantôt pétillants, tantôt exécutés avec une si stupide absence de sens du rythme que je me surprends à essayer de battre la mesure. Trois notes, une hésitation, une fausse note, et ainsi de suite, c'est toujours la même chose. On s'assure et l'on espère que ce voisin mélomane inconnu va enfin réussir à trouver la ton juste. (..)

« Le prestige social ne joue plus aucun rôle dans cet engouement. Le piano, privilège de la grande sœur, c'est un souvenir d'avant-guerre. Aujourd'hui, il y a simplement plus d'enfants et d'adultes à vouloir apprendre la guitare, la flûte et le piano. »

### La râlise ou le balai

Le journal YEDYOT AHARONOT, de Tel Aviv, publie le texte d'un dialogue que l'humoriste Ziva Yariv, très connue en Israël, a imaginé au lendemain des élections législatives, qui ont vu la victoire du Likoud de M. Begin sur le Maarakh (parti travailliste). Il met en scène deux électeurs israéliens, sous le titre « La punition » :

« Alors, on les a fait partir, les travaillistes, n'est-ce pas ? »

— Na foi, il était grand temps.  
— Quoi, toi aussi tu as voté pour Begin ?  
— Bien sûr ! Il faut changer, peu importe si c'est en bien ou en mal. L'important, c'est qu'il y ait un changement.

— Tu as raison à cent pour cent. Le principal, c'est d'avoir puni le Maarakh, même si c'est nous qui sommes punis.

— Ça, non seulement nous sommes punis, mais nous sommes liquidés. Après tout, peu importe ! Le principal, c'est le changement. Bon, d'accord, il n'y aura pas de paix, mais il y a du changement.

— Tu es raison. Nous ne recevons plus d'aide américaine, mais au moins on les a eus.

— Bon, il y aura des pressions américaines, Carter se tournera contre nous et il y aura une catastrophe nationale, mais, au moins nous avons bien eu le Maarakh !

— O.K., salut ! Je m'en vais.

— Salut ! Où ça va-tu ?

— Je vais faire mes valises et je pars tout de suite pour le Canada, et toi ?

— Alors ? Je prends un balai et je vais nettoyer l'abri pour la prochaine guerre... »

## Lettre d'Ardnamurchan

# Voyage dans un autre monde



KILCHOAN (the saint's grave, la tombe du saint), Ardnamurchan (Height of the Sea Dogs : collines des phoques), mots difficiles à prononcer, surtout ce « ch » dur à l'allemande, qu'on retrouve dans pas mal de noms propres d'origine gaélique, mais aussi dans plusieurs noms communs : un loch par exemple. Moins connu certes que le loch Ness, le loch Sunart nous a justement attirés par ses positions excentriques. Et son village de Kilchoan, en particulier — le village le plus occidental de l'Ecosse continentale — avec un phare 20 milles plus à l'ouest que Land's End, ce Finistère de Cornouailles.

Aussitôt le bac quitté à Ardour, on a l'impression d'être dans un autre monde. Pas de limitation de vitesse pour les voitures, mais presque partout la route est si étroite que deux véhicules peuvent se croiser seulement à la hauteur des « passing places », aménagées toutes les 100, 200 mètres. C'est un véritable jeu des quatre coins : il faut s'apercevoir de loin et calculer qui est le mieux placé pour occuper le « lay-by », les chauffeurs distraits en étant quittes pour effectuer une marche arrière.

D'ailleurs, qui serait pressé dans ce paysage où domine le vert, un vert vil par sa couleur, mais velouté comme un tapis : vert de l'herbe et des fougères, vert mêlé de brun des algues. Les arbres disparaissent à mesure qu'on avance vers l'ouest. Le ciel toujours mouvant, le jeu des nuages, varient les tons à l'infini. On s'aperçoit mieux l'averse quotidienne quand on est de quoi on lui est redevable.

Pour ralentir encore si possible l'allure des automobilistes qui n'auraient pas compris, il est manifeste qu'il la route est à tout le monde, et d'abord, aux animaux : tantôt un agneau apeuré qui traverse juste devant vous pour rejoindre sa mère, tantôt un troupeau au complet : vaches, veaux et taureaux même —

qu'on est tout surpris (et pas trop rassuré) de rencontrer en liberté. Pas de hèles, pas de fils de fer barbelés, pas de clôtures électriques. Un seul obstacle, de place en place, au vagabondage qui pourrait être dangereux — un « cattle grid », grille qui fait un bruit infernal sous les roues et où le bétail refuse d'engager ses pattes. Ici les moutons, les vaches paissent toute l'année en plein air ; quand il neige, ce qui est rare, on leur apporte du fourrage à domicile.

MRS. S., « crafter », c'est-à-dire propriétaire d'une petite ferme, comme la plupart des habitants de la péninsule, et chez qui nous logeons, ne conserve qu'une vache, pour le lait, à proximité de sa maison.

Le système de Bed & Breakfast, partout pratiqué en Grande-Bretagne, met directement en contact avec les gens ; le confort est très convenable, la propriété, à une ou deux exceptions près, générale. En plus du « lit et petit déjeuner », Mrs. S. fournit le repas du soir. C'est une très bonne cuisinière. A mesure qu'on monte vers le nord, les qualités ménagères des Britanniques semblent se développer. Pas de coupe en conserve, de gâteaux achetés au magasin du coin, ici tout est « home-made », du écail broché aux scones et aux pancakes. Le matin, nous partons l'estomac bien lesté de porridge, cet aliment de base sucré qui renforce les maîtres de maison trop pressés (c'est tellement plus facile de verser des cornflakes du paquet dans l'assiette !) et qui, accompagné d'œufs au bacon et de tomates, de toast chaud et de marmelade, permet de se contenter d'un « quickie » succulent à midi et de pouvoir ainsi consacrer tout son temps à l'exploration.

Sur la loi d'une brochure qui promet améthystes, saphirs, calmars, nous gravissons une colline au terrain spongieux. Le sol est fait de tourbe, mais contrairement à ce qui se passe en Irlande, les gens ne sont plus assez pauvres pour s'en servir comme combustible : c'est du charbon qu'ils brûlent tous maintenant. La tourbe, en tout cas, brûle les eaux du torrent que nous remontons et qui, nous dit-on, donne son goût à l'alcool au whisky. Les chaussures inévitablement trempées, nous finissons par tomber sur le « lochan » annoncé. Mais de pierres précieuses, point. Qu'importe ! La marche parmi les fougères et les bruyères nous remplit d'une étrange exaltation.

Nous n'aurons pas plus de chance avec les siges dorés ou les phoques, réputés pour prendre leur bain de soleil sur un rocher de Seal Bay.

Nos rencontres avec la faune locale sont plus modestes. A Sanna-Bay, les lapins ont établi leur garenne dans la dune et, peu soucieux des étrangers que nous sommes, ils débouchent d'un trou, font un brin de toilette avant de se faufiler dans un autre. C'est charmant !

Un peu plus loin, une crique déserte : sable blanc, mer limpide : pas de pollution ici. Les visiteurs sont rares et respectent les consignes. Cette mer, elle est partout et l'on sent que c'est un élément important du cadre de vie. « Même si la route était bloquée par la neige, nous dit un jour Mrs. S., ce ne serait pas un problème. Il y a la mer. » Effectivement, il y a un embarcadere à Mingary et un service de bateaux pour Tobermory sur l'île de Mull : trois quarts d'heure de traversée. On y est plus vite qu'à Mulling ou à Fort-William. Et avec ses boutiques, ses restaurants, ses pubs et sa banque, tous situés sur le front de mer, réduisant ainsi la rue principale à un seul côté, Tobermory fait figure de bourg. L'autre jour il y avait des régates et le petit port était envahi par des centaines de voiliers. Y rencontre-t-on plus de pêcheurs d'habitude ? Nous avons vu décharger des langoustines, mais le saumon et les truites de mer exposées dans une vitrine provenaient d'une « fish farm » — d'un élevage.

Si Mull est en permanence sous nos yeux, de notre chambre, d'autres îles, pour peu que le ciel soit clair, on en découvre dans toutes les directions : à l'ouest, Coll, qui cache Tiree ; au nord, Rhum et Elgg (les Cocktail irlandais, comme on les appelle plaisamment). Can-na et Muck, Skye, aussi, avec ses caractéristiques Gullins ; enfin, les plus lointaines Hébrides, de quel donner des ailes à l'imaginaire voyageuse.

L'AUTRE vendredi, il y avait un Highland Gathering dans un grand domaine dominant le loch Sunart. Le matin, concours de moutons : cinq ou six fermiers avaient amené leurs plus belles bêtes et les ébrouaient avant l'arrivée du juge. Celui-ci, du type « gentleman-farmer », costume de golf à carreaux, grande canne de berge, dont il allait désigner les vainqueurs : le plus beau bélier, la plus belle brebis, le plus bel agneau d'un an, la plus belle agnelle. C'était une

affaire de spécialistes ; nous aurons parfois distribué différemment les cocardes, rouges, mauves ou vertes, mais c'était faute de savoir reconnaître le corps bien compact, la toison uniforme.

L'après-midi était consacré aux sports ; à côté des courses banales, des épreuves typiquement écossaises : « fossing the caber », par exemple. Il s'agit de faire décrire un arc de 180 degrés au tronc d'un jeune mélèze (4 mètres de long environ), qu'on saute à deux mains par le bas. En l'occurrence, celui qui avait été choisi était sans doute trop lourd, il a fallu en scier un morceau d'une vingtaine de centimètres. Mais, même ainsi, les plus heureux des concurrents, tous jeunes croqueurs des environs, n'ont réussi qu'à réaliser « midi et quart », et non le « midi et demi » requis.

Si ces jeux sont prétextes à un magnifique déploiement de muscles, le pays a des gloires plus intellectuelles : son poète Alasdair MacLean, entre autres, qui chante sans complaisance la nature qui l'entoure. Nul n'étant prophète en son pays — « Ce ne rime même pas », nous dit d'un air dégoûté un autochtone supposé de qui nous nous enquêrions de lui, — ce n'est pas la reproche que nous lui adresserions. N'est-il pas trop sévère quand il décrit Ardnamurchan comme « une longue péninsule de rocs compacts, tapissée chaque année de vert rûpe » ? Et sa vision de l'avenir des habitants est bien pessimiste. Peu d'emplois sur place pour eux, à part ceux de facteur et de cantonnier, et encore, dit-il, ceux-ci ont-ils tendance à devenir héréditaires.

C'est sans doute vrai ; nous avons vu la sœur et le fils de Mrs. S., s'ils reviennent fidèlement en vacances, chacun d'eux avec sa voiture et son poste de télévision en couteurs, ont dû s'installer à Glasgow. Est-ce un exil en ces temps de communications rapides ? C'est sûrement un contraste, comme nous avons pu le constater nous-mêmes, horrifiés par ce qu'avaient entrepris les urbanistes, par les taudis qu'ils avaient laissés aussi dans cette ville. Soyons justes : nous avons apprécié les « pedestrian precincts », de Buchanan Street tout spécialement. Entre la brique noire ou le béton impersonnel de Glasgow et ces pierres qu'on distingue à peine des moutons, au flanc des collines d'Ardnamurchan, pas d'hésitation, bien sûr. Mais c'est un choix de touristes.

SUZANNE JOURNÉ.

## PORTRAIT

# Imelda Marcos, « mère » du peuple philippin

ENCORE belle, riche, elle est de bon ton dans les vieilles familles d'Ironiser sur ses extravagances vestimentaires. Les intellectuels raillent la « coque vide » qu'est, selon eux, le Centre culturel qu'elle a fait bâtir à Manille et rappellent que son programme social a surtout consisté à entourer de murs les bidonvilles. Pourtant, nombre de Philippines, traditionnellement sensibles aux gestes théâtraux et au verbalisme, aiment ce qu'ils appellent son « style », un style dont elle nous a donné quelques exemples au cours d'un entretien personnel :

« Madame, vous suscitez beaucoup de controverses. En tant que première dame des Philippines, un pays relativement pauvre, n'est-ce pas gêné de voir votre nom sur la liste des dix femmes les plus riches du monde ? »

— Je suis d'autant plus gênée que ce n'est pas vrai. L'argent ne m'intéresse pas ; je ne suis pas matérialiste. Quand j'ai été nommée gouverneur du Grand-Manille, j'ai dû trouver des millions pour développer la ville. Mais, grand Dieu, cet argent ne m'appartenait pas, il est au peuple.

— Comment conciliez-vous vos différents rôles : femme du président, conseillère, gouverneur de Manille, diplomate... ?

— Il n'y a pas de conflit entre ces différents rôles. Je suis d'abord une femme et une mère. Etre gouverneur de Manille, c'est aussi être une femme, une mère pour le peuple.

« Je suis trop sensible pour prendre des décisions... »

— Pensez-vous que les affaires de l'Etat soient une affaire de famille ?

— Chacun doit être utile et se donner au maximum. Je suis trop sensible moi-même pour prendre des décisions politiques. J'informe le président, je suis son porte-parole, c'est tout. Mais, en fin de compte, c'est le peuple qui prend les décisions.

— On vous a beaucoup critiquée pour la construction du Centre culturel de Manille, en disant que c'était une question de prestige personnel. Que pensez-vous de ces critiques ?

— Qu'est-ce que vous montrez aux étrangers en France ? Versailles. Le Centre culturel n'est pas Versailles. Il doit être le sanctuaire de l'esprit philippin. Nous avons été colonisés par un pays ou un autre pendant cinq siècles. Il faut que nous trouvions notre identité. Le Centre culturel doit être le catalyseur de l'unité nationale.

— Pensez-vous me donner les grandes lignes de votre nouveau projet « la cité pour l'homme » ?

— Les habitants des grandes villes du monde ont perdu le sourire. J'ai su ce qu'était la pauvreté, je la sens encore. La pauvreté, en Orient, est pire qu'ailleurs. Elle est matérielle. Nous sommes pauvres, mais non en termes de valeurs spirituelles. Les Philippines ne vivent pas que pour l'argent. Je veux donc améliorer les conditions de vie quotidienne à Manille.

— Et les libertés ? Pensez-vous que les Philippines soient concernées par les déclarations de M. Carter sur les droits de l'homme ?

— Tous les pays le sont.

— Combien de prisonniers politiques y a-t-il aux Philippines ?

— Aucun.

— Et M. Aquino ? (sénateur emprisonné au moment de la proclamation de la loi martiale).

— Pouvez-vous me donner les

grandes lignes de votre nouveau projet « la cité pour l'homme » ?

— Les habitants des grandes villes du monde ont perdu le sourire. J'ai su ce qu'était la pauvreté, je la sens encore. La pauvreté, en Orient, est pire qu'ailleurs. Elle est matérielle. Nous sommes pauvres, mais non en termes de valeurs spirituelles. Les Philippines ne vivent pas que pour l'argent. Je veux donc améliorer les conditions de vie quotidienne à Manille.

— Et les libertés ? Pensez-vous que les Philippines soient concernées par les déclarations de M. Carter sur les droits de l'homme ?

— Tous les pays le sont.

— Combien de prisonniers politiques y a-t-il aux Philippines ?

— Aucun.

— Et M. Aquino ? (sénateur emprisonné au moment de la proclamation de la loi martiale).

— Pouvez-vous me donner les

grandes lignes de votre nouveau projet « la cité pour l'homme » ?

— Les habitants des grandes villes du monde ont perdu le sourire. J'ai su ce qu'était la pauvreté, je la sens encore. La pauvreté, en Orient, est pire qu'ailleurs. Elle est matérielle. Nous sommes pauvres, mais non en termes de valeurs spirituelles. Les Philippines ne vivent pas que pour l'argent. Je veux donc améliorer les conditions de vie quotidienne à Manille.

— Et les libertés ? Pensez-vous que les Philippines soient concernées par les déclarations de M. Carter sur les droits de l'homme ?

— Tous les pays le sont.

— Combien de prisonniers politiques y a-t-il aux Philippines ?

— Aucun.

— Et M. Aquino ? (sénateur emprisonné au moment de la proclamation de la loi martiale).

— Pouvez-vous me donner les

grandes lignes de votre nouveau projet « la cité pour l'homme » ?

— Les habitants des grandes villes du monde ont perdu le sourire. J'ai su ce qu'était la pauvreté, je la sens encore. La pauvreté, en Orient, est pire qu'ailleurs. Elle est matérielle. Nous sommes pauvres, mais non en termes de valeurs spirituelles. Les Philippines ne vivent pas que pour l'argent. Je veux donc améliorer les conditions de vie quotidienne à Manille.

— Et les libertés ? Pensez-vous que les Philippines soient concernées par les déclarations de M. Carter sur les droits de l'homme ?

— Tous les pays le sont.

— Combien de prisonniers politiques y a-t-il aux Philippines ?

— Aucun.

— Et M. Aquino ? (sénateur emprisonné au moment de la proclamation de la loi martiale).

— Pouvez-vous me donner les

grandes lignes de votre nouveau projet « la cité pour l'homme » ?

— Les habitants des grandes villes du monde ont perdu le sourire. J'ai su ce qu'était la pauvreté, je la sens encore. La pauvreté, en Orient, est pire qu'ailleurs. Elle est matérielle. Nous sommes pauvres, mais non en termes de valeurs spirituelles. Les Philippines ne vivent pas que pour l'argent. Je veux donc améliorer les conditions de vie quotidienne à Manille.

— Et les libertés ? Pensez-vous que les Philippines soient concernées par les déclarations de M. Carter sur les droits de l'homme ?

— Tous les pays le sont.

— Combien de prisonniers politiques y a-t-il aux Philippines ?

— Aucun.

— Et M. Aquino ? (sénateur emprisonné au moment de la proclamation de la loi martiale).

— Pouvez-vous me donner les

grandes lignes de votre nouveau projet « la cité pour l'homme » ?

— Les habitants des grandes villes du monde ont perdu le sourire. J'ai su ce qu'était la pauvreté, je la sens encore. La pauvreté, en Orient, est pire qu'ailleurs. Elle est matérielle. Nous sommes pauvres, mais non en termes de valeurs spirituelles. Les Philippines ne vivent pas que pour l'argent. Je veux donc améliorer les conditions de vie quotidienne à Manille.

— Et les libertés ? Pensez-vous que les Philippines soient concernées par les déclarations de M. Carter sur les droits de l'homme ?

— Tous les pays le sont.

— Combien de prisonniers politiques y a-t-il aux Philippines ?

— Aucun.

— Et M. Aquino ? (sénateur emprisonné au moment de la proclamation de la loi martiale).

— Pouvez-vous me donner les

La chronique d'une autre vie

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe

Le mythe



















L'HISTOIRE

par Jean-Marie Mayeur

L'Histoire économique et sociale de la France (1450-1660)

LES Presses universitaires de France ont publié récemment la *L'Histoire économique et sociale de la France* dirigée par Fernand Braudel et Pierre Charron. Voici quelques-uns des deux volumes qui vont de la Révolution française aux années 1660. Coup sur coup, viennent deux nouveaux livres (1) qui s'ajoutent à la préparation, qui date d'il y a quelques années, d'une œuvre monumentale, exceptionnelle en un temps où l'édition, bien souvent, préfère aux grandes entreprises les essais et les vulgarisations vite pensées et vite écrites.

Ce premier tome, introduit par Fernand Braudel, comprend donc deux volumes : le premier, dû à Pierre Charron et Richard Gascon, s'intitule *L'Etat et la Ville*; le second, par Emmanuel Le Roy Ladurie, est intitulé *La Vie rurale*. A vrai dire, cette distribution en quatre tomes n'est pas le résultat d'un choix, mais le résultat d'un hasard. On pourrait, en effet, imaginer une autre manière de présenter les choses. Peut-être certaines répétitions auraient-elles été évitées, et des domaines comme la démographie, auraient-ils trouvé une place spécifique. Qu'importe après tout, le livre est là, avec ses choix, qui ont leur justification propre. Dans sa préface, Fernand Braudel marque nettement l'intention de ne pas se limiter à « la société au sens étroit (hiérarchie sociale, société d'ordres, société à classes, croisement des relations sociales) ». Cette *histoire* veut faire une histoire de la société au sens large. Dès lors, la notion de société « au sens large » est élargie, et tout ce qui touche l'histoire est objet d'étude sociale. Par cette conception extensive du social, ce livre tend à être, plus sans doute que les tomes consacrés au XIX<sup>e</sup> siècle, vers une histoire globale.

Pierre Charron consacre une première partie vigoureuse à l'Etat et à sa place dans l'histoire économique et sociale, évoquant tour à tour, à partir de sources majeures, celles notamment d'un Bernard Guenée, d'un Philippe Contamine, d'un Roland Mousnier, l'Etat de justice, l'Etat de finance, l'Etat politique. Cette présence de l'Etat et à part

entière dans une histoire économique et sociale de la France vaut qu'on s'y arrête. Elle témoigne de la fin du désintérêt, en cas de l'indifférence que la recherche historique française a portée pendant des années à l'histoire de l'Etat et à l'histoire politique. N'est-il pas piquant de constater, et un peu décevant, que les programmes d'histoire de l'enseignement secondaire, en retard d'une guerre, prétendent porter un dernier coup à cette histoire quand la recherche parait la redécouvrir ? Il est caractéristique de voir Pierre Charron, l'un des figures les plus représentatives de la « nouvelle histoire », fondée sur la longue durée, la promotion de l'espace, la quantification, dénoncer l'« identification simpliste » de l'histoire politique avec l'histoire sans problème, le récit événementiel, quand l'économique et le social se confondent avec le significatif. Idées trop volontiers repues dont s'indigne justement Pierre Charron : « une société moderne n'a pas de sens sans l'Etat ».

Au terme de ses analyses, il met en garde contre les vues selon lesquelles la taille excessive de l'Etat, en France, aurait été un frein à la prospérité, à la croissance et aux mutations. Ce que l'Etat a réussi à prélever n'aurait pas été pour autant investi dans les secteurs productifs. Or l'Etat de justice et de finance n'est pas incapable de tout investissement productif. Pierre Charron refuse de parler d'une « tricherie de la bourgeoisie », démentant la thèse selon laquelle en vue des investissements stériles dans l'office, le service de l'Etat et la fonction publique. Le livre, auquel font écho les trois autres auteurs de l'ouvrage, est remarquable à la fois parce qu'il résume une lecture néo-libérale comme en termes de croissance, et parce qu'il explique un temps par ses propres systèmes de valeurs parfois oubliés : « l'Etat a été l'incitation presque unique du développement, la grande passion nationale ».

Richard Gascon fait revivre la France du mouvement à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce chapitre est écrit pour le grand public, qui le connaît sans doute moins que Pierre Charron et Emmanuel Le Roy Ladurie, la maîtrise et le talent de l'historien lyonnais. Il allie deux rares qualités : l'élégance d'une expression limpide et contenue et l'aptitude à évoquer, en quelques lignes, sans effets, les hommes et les choses. Ainsi, une page sur les « aboutissements d'une

longue histoire » avec les « aboutissements » de l'époque moderne. Richard Gascon évoque fortement, pour le cas lyonnais de la fin du seizième siècle, le passage d'un monde à l'autre, de l'Europe des affaires dominée par les marchands-banquiers italiens, qui avait fait la fortune de Lyon et de ses foires, à une Europe nouvelle « où les Hollandais et les Anglais parviennent aux premiers rangs ». Il convient que l'histoire maritime et coloniale a été pour l'ensemble du seizième siècle un échec, que la France n'est pas entrée pleinement dans l'Europe des grandes affaires, et cherche les raisons du retard français. « Contradiction tragique » selon la formule d'Henri Hauser, entre la terre et la mer, entre le capitalisme et le capitalisme de la terre, de la finalité des offices, surtout mépris de la marchandise, qui explique le glissement vers les offices et l'absence de grandes dynasties marchandes à l'exception des célèbres italiens et des villes de l'Allemagne méridionale. Il n'est pas surprenant alors que le marchand ait été rarement cultivé : ce sont ses fils ou ses petits-fils entrés au service de l'Etat qui vont pénétrer dans le domaine de l'esprit.

Dans sa description des sociétés urbaines, Richard Gascon est sensible à la vision qu'avaient les contemporains des diverses catégories sociales, en elles-mêmes, dans leurs relations mutuelles et leur hiérarchie : ceux qui « ont de quoi », puis le « pauvre peuple », enfin le « pauvre, mendiant et errant ». Il est prudent dans l'utilisation des documents florentins, car « la pyramide sociale ne saurait être prise de la pyramide sociale » : montre la montée de la pauvreté, démontre l'absence, qui entraîne une transformation de l'image que la société se faisait du pauvre : « l'image traditionnelle du Christ souffrant se substitue le visage inquiétant et hostile d'un être oisif, fainéant et sournois ». A partir des Mémoires de journaux, chroniques, livres de raison, Richard Gascon offre une esquisse de la psychologie collective urbaine, dominée par la peur, la violence des formes diverses. Cependant, la sociabilité des groupes d'existence : rue, maison, quartier, les fêtes, les spectacles, les jeux, l'impénétration religieuse enfin, dans la cohésion et le chaleur de cette société. Dans ces pages peut-être trop rapides au regard des développements nécessaires, Richard

Gascon, à petites touches, fait revivre la France.

C'est aux sources profondes, à la paysannerie, qu'Emmanuel Le Roy Ladurie consacre plus de tiers du volume. Après la description de la « vie » et de la « mort » de la paysannerie de la fin du Moyen Age, la renaissance rurale, la renaissance de la vie rurale, les décennies 1540-1550, les années 1550-1560, les années 1560-1570, les années 1570-1580, les années 1580-1590, les années 1590-1600, les années 1600-1610, les années 1610-1620, les années 1620-1630, les années 1630-1640, les années 1640-1650, les années 1650-1660, les années 1660-1670, les années 1670-1680, les années 1680-1690, les années 1690-1700, les années 1700-1710, les années 1710-1720, les années 1720-1730, les années 1730-1740, les années 1740-1750, les années 1750-1760, les années 1760-1770, les années 1770-1780, les années 1780-1790, les années 1790-1800, les années 1800-1810, les années 1810-1820, les années 1820-1830, les années 1830-1840, les années 1840-1850, les années 1850-1860, les années 1860-1870, les années 1870-1880, les années 1880-1890, les années 1890-1900, les années 1900-1910, les années 1910-1920, les années 1920-1930, les années 1930-1940, les années 1940-1950, les années 1950-1960, les années 1960-1970, les années 1970-1980, les années 1980-1990, les années 1990-2000, les années 2000-2010, les années 2010-2020, les années 2020-2030, les années 2030-2040, les années 2040-2050, les années 2050-2060, les années 2060-2070, les années 2070-2080, les années 2080-2090, les années 2090-2100, les années 2100-2110, les années 2110-2120, les années 2120-2130, les années 2130-2140, les années 2140-2150, les années 2150-2160, les années 2160-2170, les années 2170-2180, les années 2180-2190, les années 2190-2200, les années 2200-2210, les années 2210-2220, les années 2220-2230, les années 2230-2240, les années 2240-2250, les années 2250-2260, les années 2260-2270, les années 2270-2280, les années 2280-2290, les années 2290-2300, les années 2300-2310, les années 2310-2320, les années 2320-2330, les années 2330-2340, les années 2340-2350, les années 2350-2360, les années 2360-2370, les années 2370-2380, les années 2380-2390, les années 2390-2400, les années 2400-2410, les années 2410-2420, les années 2420-2430, les années 2430-2440, les années 2440-2450, les années 2450-2460, les années 2460-2470, les années 2470-2480, les années 2480-2490, les années 2490-2500, les années 2500-2510, les années 2510-2520, les années 2520-2530, les années 2530-2540, les années 2540-2550, les années 2550-2560, les années 2560-2570, les années 2570-2580, les années 2580-2590, les années 2590-2600, les années 2600-2610, les années 2610-2620, les années 2620-2630, les années 2630-2640, les années 2640-2650, les années 2650-2660, les années 2660-2670, les années 2670-2680, les années 2680-2690, les années 2690-2700, les années 2700-2710, les années 2710-2720, les années 2720-2730, les années 2730-2740, les années 2740-2750, les années 2750-2760, les années 2760-2770, les années 2770-2780, les années 2780-2790, les années 2790-2800, les années 2800-2810, les années 2810-2820, les années 2820-2830, les années 2830-2840, les années 2840-2850, les années 2850-2860, les années 2860-2870, les années 2870-2880, les années 2880-2890, les années 2890-2900, les années 2900-2910, les années 2910-2920, les années 2920-2930, les années 2930-2940, les années 2940-2950, les années 2950-2960, les années 2960-2970, les années 2970-2980, les années 2980-2990, les années 2990-3000, les années 3000-3010, les années 3010-3020, les années 3020-3030, les années 3030-3040, les années 3040-3050, les années 3050-3060, les années 3060-3070, les années 3070-3080, les années 3080-3090, les années 3090-3100, les années 3100-3110, les années 3110-3120, les années 3120-3130, les années 3130-3140, les années 3140-3150, les années 3150-3160, les années 3160-3170, les années 3170-3180, les années 3180-3190, les années 3190-3200, les années 3200-3210, les années 3210-3220, les années 3220-3230, les années 3230-3240, les années 3240-3250, les années 3250-3260, les années 3260-3270, les années 3270-3280, les années 3280-3290, les années 3290-3300, les années 3300-3310, les années 3310-3320, les années 3320-3330, les années 3330-3340, les années 3340-3350, les années 3350-3360, les années 3360-3370, les années 3370-3380, les années 3380-3390, les années 3390-3400, les années 3400-3410, les années 3410-3420, les années 3420-3430, les années 3430-3440, les années 3440-3450, les années 3450-3460, les années 3460-3470, les années 3470-3480, les années 3480-3490, les années 3490-3500, les années 3500-3510, les années 3510-3520, les années 3520-3530, les années 3530-3540, les années 3540-3550, les années 3550-3560, les années 3560-3570, les années 3570-3580, les années 3580-3590, les années 3590-3600, les années 3600-3610, les années 3610-3620, les années 3620-3630, les années 3630-3640, les années 3640-3650, les années 3650-3660, les années 3660-3670, les années 3670-3680, les années 3680-3690, les années 3690-3700, les années 3700-3710, les années 3710-3720, les années 3720-3730, les années 3730-3740, les années 3740-3750, les années 3750-3760, les années 3760-3770, les années 3770-3780, les années 3780-3790, les années 3790-3800, les années 3800-3810, les années 3810-3820, les années 3820-3830, les années 3830-3840, les années 3840-3850, les années 3850-3860, les années 3860-3870, les années 3870-3880, les années 3880-3890, les années 3890-3900, les années 3900-3910, les années 3910-3920, les années 3920-3930, les années 3930-3940, les années 3940-3950, les années 3950-3960, les années 3960-3970, les années 3970-3980, les années 3980-3990, les années 3990-4000, les années 4000-4010, les années 4010-4020, les années 4020-4030, les années 4030-4040, les années 4040-4050, les années 4050-4060, les années 4060-4070, les années 4070-4080, les années 4080-4090, les années 4090-4100, les années 4100-4110, les années 4110-4120, les années 4120-4130, les années 4130-4140, les années 4140-4150, les années 4150-4160, les années 4160-4170, les années 4170-4180, les années 4180-4190, les années 4190-4200, les années 4200-4210, les années 4210-4220, les années 4220-4230, les années 4230-4240, les années 4240-4250, les années 4250-4260, les années 4260-4270, les années 4270-4280, les années 4280-4290, les années 4290-4300, les années 4300-4310, les années 4310-4320, les années 4320-4330, les années 4330-4340, les années 4340-4350, les années 4350-4360, les années 4360-4370, les années 4370-4380, les années 4380-4390, les années 4390-4400, les années 4400-4410, les années 4410-4420, les années 4420-4430, les années 4430-4440, les années 4440-4450, les années 4450-4460, les années 4460-4470, les années 4470-4480, les années 4480-4490, les années 4490-4500, les années 4500-4510, les années 4510-4520, les années 4520-4530, les années 4530-4540, les années 4540-4550, les années 4550-4560, les années 4560-4570, les années 4570-4580, les années 4580-4590, les années 4590-4600, les années 4600-4610, les années 4610-4620, les années 4620-4630, les années 4630-4640, les années 4640-4650, les années 4650-4660, les années 4660-4670, les années 4670-4680, les années 4680-4690, les années 4690-4700, les années 4700-4710, les années 4710-4720, les années 4720-4730, les années 4730-4740, les années 4740-4750, les années 4750-4760, les années 4760-4770, les années 4770-4780, les années 4780-4790, les années 4790-4800, les années 4800-4810, les années 4810-4820, les années 4820-4830, les années 4830-4840, les années 4840-4850, les années 4850-4860, les années 4860-4870, les années 4870-4880, les années 4880-4890, les années 4890-4900, les années 4900-4910, les années 4910-4920, les années 4920-4930, les années 4930-4940, les années 4940-4950, les années 4950-4960, les années 4960-4970, les années 4970-4980, les années 4980-4990, les années 4990-5000, les années 5000-5010, les années 5010-5020, les années 5020-5030, les années 5030-5040, les années 5040-5050, les années 5050-5060, les années 5060-5070, les années 5070-5080, les années 5080-5090, les années 5090-5100, les années 5100-5110, les années 5110-5120, les années 5120-5130, les années 5130-5140, les années 5140-5150, les années 5150-5160, les années 5160-5170, les années 5170-5180, les années 5180-5190, les années 5190-5200, les années 5200-5210, les années 5210-5220, les années 5220-5230, les années 5230-5240, les années 5240-5250, les années 5250-5260, les années 5260-5270, les années 5270-5280, les années 5280-5290, les années 5290-5300, les années 5300-5310, les années 5310-5320, les années 5320-5330, les années 5330-5340, les années 5340-5350, les années 5350-5360, les années 5360-5370, les années 5370-5380, les années 5380-5390, les années 5390-5400, les années 5400-5410, les années 5410-5420, les années 5420-5430, les années 5430-5440, les années 5440-5450, les années 5450-5460, les années 5460-5470, les années 5470-5480, les années 5480-5490, les années 5490-5500, les années 5500-5510, les années 5510-5520, les années 5520-5530, les années 5530-5540, les années 5540-5550, les années 5550-5560, les années 5560-5570, les années 5570-5580, les années 5580-5590, les années 5590-5600, les années 5600-5610, les années 5610-5620, les années 5620-5630, les années 5630-5640, les années 5640-5650, les années 5650-5660, les années 5660-5670, les années 5670-5680, les années 5680-5690, les années 5690-5700, les années 5700-5710, les années 5710-5720, les années 5720-5730, les années 5730-5740, les années 5740-5750, les années 5750-5760, les années 5760-5770, les années 5770-5780, les années 5780-5790, les années 5790-5800, les années 5800-5810, les années 5810-5820, les années 5820-5830, les années 5830-5840, les années 5840-5850, les années 5850-5860, les années 5860-5870, les années 5870-5880, les années 5880-5890, les années 5890-5900, les années 5900-5910, les années 5910-5920, les années 5920-5930, les années 5930-5940, les années 5940-5950, les années 5950-5960, les années 5960-5970, les années 5970-5980, les années 5980-5990, les années 5990-6000, les années 6000-6010, les années 6010-6020, les années 6020-6030, les années 6030-6040, les années 6040-6050, les années 6050-6060, les années 6060-6070, les années 6070-6080, les années 6080-6090, les années 6090-6100, les années 6100-6110, les années 6110-6120, les années 6120-6130, les années 6130-6140, les années 6140-6150, les années 6150-6160, les années 6160-6170, les années 6170-6180, les années 6180-6190, les années 6190-6200, les années 6200-6210, les années 6210-6220, les années 6220-6230, les années 6230-6240, les années 6240-6250, les années 6250-6260, les années 6260-6270, les années 6270-6280, les années 6280-6290, les années 6290-6300, les années 6300-6310, les années 6310-6320, les années 6320-6330, les années 6330-6340, les années 6340-6350, les années 6350-6360, les années 6360-6370, les années 6370-6380, les années 6380-6390, les années 6390-6400, les années 6400-6410, les années 6410-6420, les années 6420-6430, les années 6430-6440, les années 6440-6450, les années 6450-6460, les années 6460-6470, les années 6470-6480, les années 6480-6490, les années 6490-6500, les années 6500-6510, les années 6510-6520, les années 6520-6530, les années 6530-6540, les années 6540-6550, les années 6550-6560, les années 6560-6570, les années 6570-6580, les années 6580-6590, les années 6590-6600, les années 6600-6610, les années 6610-6620, les années 6620-6630, les années 6630-6640, les années 6640-6650, les années 6650-6660, les années 6660-6670, les années 6670-6680, les années 6680-6690, les années 6690-6700, les années 6700-6710, les années 6710-6720, les années 6720-6730, les années 6730-6740, les années 6740-6750, les années 6750-6760, les années 6760-6770, les années 6770-6780, les années 6780-6790, les années 6790-6800, les années 6800-6810, les années 6810-6820, les années 6820-6830, les années 6830-6840, les années 6840-6850, les années 6850-6860, les années 6860-6870, les années 6870-6880, les années 6880-6890, les années 6890-6900, les années 6900-6910, les années 6910-6920, les années 6920-6930, les années 6930-6940, les années 6940-6950, les années 6950-6960, les années 6960-6970, les années 6970-6980, les années 6980-6990, les années 6990-7000, les années 7000-7010, les années 7010-7020, les années 7020-7030, les années 7030-7040, les années 7040-7050, les années 7050-7060, les années 7060-7070, les années 7070-7080, les années 7080-7090, les années 7090-7100, les années 7100-7110, les années 7110-7120, les années 7120-7130, les années 7130-7140, les années 7140-7150, les années 7150-7160, les années 7160-7170, les années 7170-7180, les années 7180-7190, les années 7190-7200, les années 7200-7210, les années 7210-7220, les années 7220-7230, les années 7230-7240, les années 7240-7250, les années 7250-7260, les années 7260-7270, les années 7270-7280, les années 7280-7290, les années 7290-7300, les années 7300-7310, les années 7310-7320, les années 7320-7330, les années 7330-7340, les années 7340-7350, les années 7350-7360, les années 7360-7370, les années 7370-7380, les années 7380-7390, les années 7390-7400, les années 7400-7410, les années 7410-7420, les années 7420-7430, les années 7430-7440, les années 7440-7450, les années 7450-7460, les années 7460-7470, les années 7470-7480, les années 7480-7490, les années 7490-7500, les années 7500-7510, les années 7510-7520, les années 7520-7530, les années 7530-7540, les années 7540-7550, les années 7550-7560, les années 7560-7570, les années 7570-7580, les années 7580-7590, les années 7590-7600, les années 7600-7610, les années 7610-7620, les années 7620-7630, les années 7630-7640, les années 7640-7650, les années 7650-7660, les années 7660-7670, les années 7670-7680, les années 7680-7690, les années 7690-7700, les années 7700-7710, les années 7710-7720, les années 7720-7730, les années 7730-7740, les années 7740-7750, les années 7750-7760, les années 7760-7770, les années 7770-7780, les années 7780-7790, les années 7790-7800, les années 7800-7810, les années 7810-7820, les années 7820-7830, les années 7830-7840, les années 7840-7850, les années 7850-7860, les années 7860-7870, les années 7870-7880, les années 7880-7890, les années 7890-7900, les années 7900-7910, les années 7910-7920, les années 7920-7930, les années 7930-7940, les années 7940-7950, les années 7950-7960, les années 7960-7970, les années 7970-7980, les années 7980-7990, les années 7990-8000, les années 8000-8010, les années 8010-8020, les années 8020-8030, les années 8030-8040, les années 8040-8050, les années 8050-8060, les années 8060-8070, les années 8070-8080, les années 8080-8090, les années 8090-8100, les années 8100-8110, les années 8110-8120, les années 8120-8130, les années 8130-8140, les années 8140-8150, les années 8150-8160, les années 8160-8170, les années 8170-8180, les années 8180-8190, les années 8190-8200, les années 8200-8210, les années 8210-8220, les années 8220-8230, les années 8230-8240, les années 8240-8250, les années 8250-8260, les années 8260-8270, les années 8270-8280, les années 8280-8290, les années 8290-8300, les années 8300-8310, les années 8310-8320, les années 8320-8330, les années 8330-8340, les années 8340-8350, les années 8350-8360, les années 8360-8370, les années 8370-8380, les années 8380-8390, les années 8390-8400, les années 8400-8410, les années 8410-8420, les années 8420-8430, les années 8430-8440, les années 8440-8450, les années 8450-8460, les années 8460-8470, les années 8470-8480, les années 8480-8490, les années 8490-8500, les années 8500-8510, les années 8510-8520, les années 8520-8530, les années 8530-8540, les années 8540-8550, les années 8550-8560, les années 8560-8570, les années 8570-8580, les années 8580-8590, les années 8590-8600, les années 8600-8610, les années 8610-8620, les années 8620-8630, les années 8630-8640, les années 8640-8650, les années 8650-8660, les années 8660-8670, les années 8670-8680, les années 8680-8690, les années 8690-8700, les années 8700-8710, les années 8710-8720, les années 8720-8730, les années 8730-8740, les années 8740-8750, les années 8750-8760, les années 8760-8770, les années 8770-8780, les années 8780-8790, les années 8790-8800, les années 8800-8810, les années 8810-8820, les années 8820-8830, les années 8830-8840, les années 8840-8850, les années 8850-8860, les années 8860-8870, les années 8870-8880, les années 8880-8890, les années 8890-8900, les années 8900-8910, les années 8910-8920, les années 8920-8930, les années 8930-8940, les années 8940-8950, les années 8950-8960, les années 8960-8970, les années 8970-8980, les années 8980-8990, les années 8990-9000, les années 9000-9010, les années 9010-9020, les années 9020-9030, les années 9030-9040, les années 9040-9050, les années 9050-9060, les années 9060-9070, les années 9070-9080, les années 9080-9090, les années 9090-9100, les années 9100-9110, les années 9110-9120, les années 9120-9130, les années 9130-9140, les années 9140-9150, les années 9150-9160, les années 9160-9170, les années 9170-9180, les années 9180-9190, les années 9190-9200, les années 9200-9210, les années 9210-9220, les années 9220-9230, les années 9230-9240, les années 9240-9250, les années 925



# Gilles Deleuze contre les « nouveaux philosophes »

D'où l'importance d'une distribution  
de rôles appropriée. Voici : Dr. Ma-  
Dr. Mabuse dans Clavel, le Dr. de  
d'avantage. Jambet, Lardreau, c'est  
Sport, Pasch, les deux, les deux  
ils veulent mettre la main aux collets  
c'est Nestor, Levy, c'est tant l'impre-  
sario, tantôt la script-girl, tantôt le  
jeune amoureux, tantôt le disc-jockey.  
Jean-Luc-Luc, l'ail disciple de Guic-  
mann : on réédite, on pour les vertus  
du clerc. Quelle étrange constellation.  
Le maître, le maître, le maître, le maître  
à faire encore une vieille ma-  
nière, avec papalme, excommunications,  
tribunaux, de suppose que, quand il  
comparaît, nouvelle entente, il  
s'agit de l'avoir, l'avoir, l'avoir, l'avoir  
faire alliance, que ce serait trop bête  
de manquer ça. Il arrive en retard, il  
il bien vu quelque chose. Car cette  
philosophie, marketing, c'est réelles  
philosophie, c'est réellement nouveau,  
c'est une idée, il fallait l'avoir. (.)  
— c'est une question, marketing,  
comment expliquez-vous qu'il ait fallu les  
entendre, et que ce ne soit maintenant

## Rencontrer les artistes

Que des collaborateurs puissent bien saisir ou réaliser un point de vue, tout artiste ne s'en rend pas compte. Les problèmes de communication mathématique, mais qui sont une séquence d'éléments qui naissent en conjugaison de diverses séquences. Ces mathématiques de la manière des nouveaux philosophes traitent cela en termes de séquences. Ce travail le travail des musiciens, des artistes ou des savants est la seule chose que l'homme moderne ne ramène ni aux vieilles écoles ni à un néo-marketing. Ce sont ces points singuliers qui constituent les forces de création, les fonctions créatrices de la civilisation.

la nécessité de la transition fondamentale, ce débat, témoin d'un haut niveau, témoigne assurément de la vigueur de la réflexion et à un certain point ironique de la nouvelle vision paranoïaque de l'histoire qui voit reléguer Marx et Lénine au musée.

débat actuel n'est pas scientifique académique. Il est parti de très concrets, notamment de

[illegible]

ne pourrait n'être  
elle ~~pas~~ l'Italie. ~~Elle~~ s'im-  
pose un ~~parti~~  
et, ~~depuis~~ un  
risque ~~de~~ s'am-  
d'abord in-  
parti et ~~les~~ in-  
d'ailleurs sont  
d'avoir une cul-  
marquer à la  
s'entre politique  
aux  
ce, et qui auraient  
plets ~~sur~~ ~~leur~~  
« croire » au  
porte aussi sur  
intellectuels de  
reprocher  
aujourd'hui  
s'avoir sans  
pour « désig-  
ner ». A gauche  
Berlinguer  
choisi la bonn  
société  
Dante ?  
lo Scalfari, dan  
que la  
communiste e  
rate-chrétien ris-  
sont prononc























## LA VIE ÉCONOMIQUE

## AFFAIRES

LE CRÉDIT AGRICOLE PASSE  
À LA TROISIÈME PLACE DES  
BANQUES MONDIALES.Quatre banques françaises  
dans les dix premières

Le magazine britannique *The Banker* du groupe Financial Times a consacré son dernier numéro au classement des dix premiers établissements bancaires du monde en fonction de leurs actifs.

Ce classement confirme la domination des grandes banques américaines mais marque aussi la montée des banques françaises. La Bank of America conserve la première place et la Citicorp la seconde. En revanche, la Chase Manhattan passe au quatrième rang, rattrapant ainsi d'un cran au profit de la Caisse nationale du Crédit agricole, qui se classe troisième.

Les autres banques françaises améliorent aussi leur position. Le Crédit lyonnais monte à la sixième place, la B.N.P. à la septième et la Société générale à la dixième. C'est la première fois que la Caisse nationale du Crédit agricole, qui se classe troisième, est imputable à la chute de la livre sterling.

Fort marquant : Pour la première fois une banque du tiers-monde figure dans la liste de tête, la Banco do Brasil.

## A L'ÉTRANGER

L'État britannique vend près de 20 % du capital  
de la British Petroleum

La vente par l'État britannique d'une partie — près de 20 % — des actions de la British Petroleum semble devoir être un succès. Alors que les listes de souscription ne doivent être ouvertes que le 24 juin, la banque d'Angleterre a annoncé que les investisseurs institutionnels avaient déjà

LE GROUPE AMÉRICAIN  
NORTON SIMON DEVIENT LE PRIN-  
CIPAL ACTIONNAIRE D'AVIS.

Le numéro un mondial du louage automobile sans chauffeur, la firme américaine Avis, va probablement passer dans l'orbite de Norton Simon, groupe aux activités multiples, lui aussi américain. Ce dernier vient en effet de racheter pour 82 millions de dollars les 3,7 millions d'actions Avis (47 % du capital) confiées en septembre 1976 à un administrateur judiciaire en application de la loi anti-trust, qui avait obligé le groupe multinational I.T.T. jus-

qu'aux actionnaires majoritaires, à se défaire de ses titres pour acquiescer à la compagnie d'assurances Hartford Insurance.

Norton Simon, qui se propose de racheter 42 millions d'actions Avis restant en circulation, paraît avoir ainsi supplanté Fuqua Industries, autre groupe américain aux activités multiples, qui, voici un mois, le *Monde* du 21 juin avait voulu prendre le contrôle d'Avis. Fuqua n'avait offert que 15,50 dollars par action, alors que Norton Simon a payé un peu plus de 22 dollars.

## FAITS ET CHIFFRES

## Conflits et revendications

● S.N.C.F. : une grève de vingt-quatre heures à Clermont-Ferrand a été observée, vendredi 17 juin, à l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et autonome pour protester contre une sanction à l'égard d'un agent de conduite. Cette grève a paralysé le trafic voyageurs-omnibus et celui des marchandises, sans affecter les trains rapides.

● Les nettoyeurs du métro continuent leur grève : ils ont repoussé, vendredi 17 juin, la nouvelle proposition faite la veille par les six entreprises privées de nettoyage qui les emploient : une augmentation de 24 centimes par heure. La C.F.D.T. majoritaire dans ce mouvement, n'est pas prête de lâcher de nouveaux appels après les grèves de solidarité de cinq minutes déclenchées

jeudi dans le métro. La C.F.D.T., qui organisait un gala de soutien à la grève, a aussi annoncé d'autre part son intention de porter plainte pour « atteinte au droit de grève » et « licenciement de délégué syndical ».

## Énergie

● Les États-Unis et le Canada s'entendent sur le projet de l'uranium. Divers ministres canadiens et M. Griffin Bell, attorney général américain, se sont rencontrés le 17 juin à Ottawa des problèmes posés par le cartel de l'uranium (*le Monde* du 18 juin). Il s'agissait d'envisager l'application de la législation américaine à l'échange et les conséquences au plan international de la loi antitrust américaine. — (A.F.P.)

## SPORTS

Le C.I.O. admet le principe de confier  
l'organisation des Jeux olympiques  
à un pays et non plus à une ville

À Prague, au cours de sa soixante-dix-neuvième session, le Comité olympique international (C.I.O.) a admis le principe que, à partir de 1988, l'organisation des Jeux olympiques sera confiée à un pays et non plus à une ville. Cette nouvelle disposition présenterait l'avantage de permettre l'organisation d'une partie des Jeux dans des villes qui ne sont pas en mesure de faire face, financièrement, à leur organisation d'ensemble. Les modalités d'une telle formule d'attribution, qui rompent avec l'unité de lieu prévue par la charte olympique, devront faire l'objet d'un supplément d'examen et d'une réduction précise, l'an prochain, à Athènes, où le C.I.O. sera appelé à désigner le lieu des Jeux de 1984.

À Prague, M. Arpad Csarandi (Hongrie), président de la commission des programmes du C.I.O., a souligné qu'« il n'était pas question d'accepter un élargissement trop important des différents sites, et, le cas échéant, le C.I.O. pourrait accepter que quelques compétitions soient disputées hors des frontières du pays organisateur ».

Pour justifier de cette « révolution » dans les coutumes, certains membres du C.I.O. avaient exprimé leur crainte que les candidatures des villes, pour des Jeux de l'avenir, soient de plus en plus rares. Il semble que cette appréhension soit, pour l'instant du moins, prématurée. Car, dans le même temps qu'à Prague, le C.I.O. se penchait sur le problème, à New-York le comité olympique des États-Unis annonçait que six villes américaines (Los Angeles, New-York, Chicago, Boston, Atlanta et La Nouvelle-Orléans) — étaient intéressées par l'organisation des Jeux de 1984.

Si le C.I.O. donnait suite à son projet d'étendre à un pays l'attribution des Jeux, ce serait une remise en cause fondamentale

des institutions olympiques et une nouvelle atteinte aux principes — l'un desquels, par ailleurs, est défini au siècle dernier par Pierre de Coubertin. À l'évidence, le C.I.O. ne pourrait éviter une polémique lors des Jeux dans la mesure où son interlocuteur principal ne serait plus une ville mais un État, et donc un gouvernement. On ne peut imaginer d'ailleurs, dans la mesure où la loi olympique, en matière de transmission même les apparences ne seraient plus sauvegardées. Dans ce sens, on peut considérer que la levée d'une des dernières hypothèses du mouvement olympique serait la bienvenue.

En prenant cette décision, enfin le C.I.O. indiquerait sa politique dans le combat mené depuis peu, contre le gigantisme des Jeux. Car ce qu'une ville ne pouvait plus faire, au plan des dépenses somptueuses, chaque État sera même de le réaliser par souci de propagande.

À Prague, M. Maurice Harnois, membre du C.I.O., a proposé au Comité olympique international de transférer son siège permanent de Lausanne à Paris. Cette proposition, qui a été faite au nom de M. Jacques Chirac, maire de Paris, pourrait intéresser le C.I.O. si elle continuait à connaître, en Suisse, des difficultés pour l'obtention ou le prolongement des permis de travail de son personnel international.

FRANÇOIS JANIN.

## LA SEMAINE FINANCIÈRE

## SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

## Attaque sur les monnaies scandinaves

Faiblesse persistante des monnaies scandinaves, surtout de la couronne suédoise, vivement attaquée en cours de semaine, à l'occasion de la publication de la balance commerciale de la Suède pour le premier trimestre de l'année.

La couronne suédoise est toujours l'objet de vives attaques, la rumeur d'un nouveau « dévalouement » continuant à courir. Le président de la chambre de commerce de Stockholm a demandé une dévaluation de 10 % à 15 % afin de remédier au déséquilibre de la balance commerciale du pays. À la Bourse de la capitale scandinave, les valeurs ont connu un « lundi noir », la baisse moyenne atteignant 12 % depuis le 27 mai, et le repli s'élevait à 50 % dans certains cas. Rappellent que la couronne suédoise a déjà été dévaluée de 5 % le 17 avril dernier, absolument par surprise, et qu'il n'est pas évident que les autorités monétaires du pays puissent faire une nouvelle opération à chaud. Pour l'instant, elles se bornent à faire monter les taux d'intérêt à court terme (jusqu'à 20 %) pour décourager la spéculation.

La peseta a quelque peu fléchi à la veille du week-end, revenant de 7,14 centimes à 7,07 centimes sur la place de Paris. La crise économique, que les préoccupations politiques ne peuvent pas longtemps négliger, va peser de tout son poids au lendemain des élections : le taux d'inflation de 1976, en effet, a été de 2,5 % contre 2,6 % en avril. En un an, par rapport à mai 1976, l'augmentation a été de 17,1 %.

● En Grande-Bretagne, la hausse des prix a été en mai la plus faible enregistrée en un mois depuis juillet 1976 : 0,8 % contre 2,6 % en avril. En un an, par rapport à mai 1976, l'augmentation a été de 17,1 %.

● Au Portugal, le code des investissements étrangers a été révisé afin d'améliorer les conditions de sécurité de ces capitaux. Il accorde des facilités accrues pour les transferts en cas de vente ou de liquidation d'investissements directs, ainsi que pour les transmissions de valeurs entre investisseurs étrangers. Ces dispositions sont prévues pour que l'investisseur ne soit pas touché par des variations du taux de change entre la date de demande d'un transfert et celle de sa réalisation. Enfin, la possibilité d'un recours auprès des instances internationales est prévue en cas de litige sur l'indemnisation attribuée en cas de nationalisation ou d'expropriation.

● La prochaine cote d'or du Fonds monétaire aura lieu le 6 juillet, suivant les mêmes conditions que celle de l'année précédente : 525 000 onces seront mises en vente et adjugées suivant la méthode du prix commun, tous les acheteurs agréés payant le prix le plus élevé pour le plus grand nombre d'onces.

● Un nouveau tournoi de l'or sera organisé à Paris, alors qu'il avait été à New York ou à Londres lors des précédentes ventes.

● Au cours d'un entretien avec le ministre du travail, M. Krawczyk (C.G.T.), a réclamé, vendredi 17 juin, la mise en œuvre d'un accord de travail, « pour éviter les licenciements dans le secteur des machines-outils, le règlement du conflit en Pologne, et en un contrôle strict des activités « tolérables » de la C.F.T. chez Citroën et Chrysler. À la suite des déclarations à la presse de M. Krawczyk sur l'insuffisance des mesures gouvernementales à l'égard de l'emploi des jeunes, le ministre du travail s'est étonné, dans un communiqué, du « double langage » de la C.G.T. qui, lors de l'entretien, se serait déclarée « d'accord pour participer à l'instauration d'un climat favorable à la résolution concrète de ce problème ».

● C.F.T. a pris acte de la démission de son secrétaire général, M. Angelelli, et a nommé, vendredi 17 juin, M. Angelelli, à la suite de l'abandon de celui-ci, M. Angelelli, qui a indiqué que cette décision était un « geste de réconciliation » et non pas de « déconvoiement ».

● C.F.T. a pris acte de la démission de son secrétaire général, M. Angelelli, et a nommé, vendredi 17 juin, M. Angelelli, à la suite de l'abandon de celui-ci, M. Angelelli, qui a indiqué que cette décision était un « geste de réconciliation » et non pas de « déconvoiement ».

bonne pour les touristes qui se préparent à envahir l'Espagne. Est-ce le retour au calme après une période agitée ou les sympathies de la gauche européenne pour un pays en route vers la démocratie ? Mais la saison touristique s'annonce brillante et tra-

Quant au franc français, il ne prouve d'une bonne santé passée, avec une balance commerciale en voie d'amélioration nette.

Le yen japonais, enfin, se montre toujours d'une grande fermeté, le dollar a chuté de 27,60 yens.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre  
(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

| PLACE         | LIVRE   | \$ U.S. | Franc français | Franc suisse | Mark     | Franc belge | Florin   | Lire  |
|---------------|---------|---------|----------------|--------------|----------|-------------|----------|-------|
| Londres...    | —       | 1,7193  | 8,1990         | 4,2798       | 4,6498   | 67,0223     | 4,2781   | 1,521 |
| New-York...   | 1,7193  | —       | 20,2310        | 60,1767      | 42,4383  | 2,7723      | 40,1829  | 0,112 |
| Paris...      | 1,7185  | —       | 20,2851        | 60,1304      | 42,4088  | 2,7729      | 40,4778  | 0,112 |
| Zurich...     | 8,4990  | 4,8417  | —              | 198,58       | 209,86   | 12,7032     | 198,58   | 5,805 |
| Bruxelles...  | 8,5039  | 4,8418  | —              | 198,61       | 209,86   | 12,7032     | 198,58   | 5,805 |
| Frankfurt...  | 4,2798  | 2,4894  | 56,2565        | —            | 105,6788 | 6,9004      | 100,0401 | 2,812 |
| Amsterdam...  | 4,2816  | 2,4915  | 59,1185        | —            | 105,6615 | 6,9112      | 100,0500 | 2,812 |
| Stockholm...  | 4,4498  | 2,3552  | 47,6593        | 94,6263      | —        | 6,5296      | 94,6842  | 2,662 |
| Oslo...       | 4,6522  | 2,3589  | 47,6509        | 94,6437      | —        | 6,5409      | 95,4482  | 2,662 |
| Copenhague... | 82,0223 | 36,8700 | 7,2975         | 14,4917      | 15,3147  | —           | 14,4975  | 4,602 |
| Bruxelles...  | 61,9919 | 38,8500 | 7,2850         | 14,4693      | 15,2882  | —           | 14,4975  | 4,602 |
| Amsterdam...  | 4,2781  | 2,4899  | 59,2363        | 99,9698      | 105,6263 | 6,8976      | —        | 2,812 |
| Frankfurt...  | 4,2855  | 2,4705  | 59,2342        | 99,9571      | 104,7709 | 6,8529      | —        | 2,812 |
| Paris...      | 1521,85 | 835,10  | 179,67         | 355,60       | 375,79   | 54,8383     | 355,60   | —     |
| Bruxelles...  | 1521,39 | 835,10  | 179,67         | 355,60       | 375,79   | 54,8383     | 355,60   | —     |

Noter cependant dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 liras.

Les montres : il ne serait peut-être pas opportun de dévaluer avant l'automne. Une affaire à suivre.

Alors, le dollar s'effrite très légèrement par rapport aux monnaies fortes, l'arrêt apparent de la hausse des taux outre-Atlantique affaiblissant quelque peu le soutien qu'il recevait d'un tel mouvement.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a accentué sa chute, tombant un moment à 187 dollars et reprenant, par la suite, à 188,75 dollars contre 140 précédemment. — F. R.

372,30 yens sur l'annonce d'un excédent de la balance commerciale japonaise en mai.

Le second semestre, nous y sommes dans deux semaines. Techniquement le signal de la baisse du taux de base des banques pourrait être donné par une réduction indicative du taux d'escompte de la Banque de France, fixé depuis l'automne à 10,50 %. Quant à l'ampleur de cette baisse, elle fera l'objet de la traditionnelle discussion de marchés de tapage entre le Trésor et les banquiers : 0,30 %, 0,40 % ? Ou 0,50 % ? Non, ce serait trop.

À l'extérieur de nos frontières, l'Italie a ramené de 15 % à 18 %

son taux d'escompte, le taux de base des banques ne revaudrait plus que de 19,5 % à 18,5 %.

Le taux anglais reste fixé à 9 %.

Aux États-Unis, l'événement de la semaine a été la baisse surprise de son taux de base par la Morgan Guaranty Trust (6,50 % contre 6,75 %). Cette initiative, qui n'a pas été suivie par les autres établissements, a immédiatement relancé la controverse sur le taux d'intérêt. On rappelle que la Morgan a toujours anticipé la tendance, mais beaucoup doutent que la Réserve fédérale adoucis-

se sa politique. Pour l'instant, la croissance de la masse monétaire reste modérée, ce qui faciliterait une stabilisation, à défaut d'une détente. À signaler, enfin, et c'est peut-être pour surprendre, que le conseil de stabilité des salaires va ouvrir une enquête sur les taux bancaires.

FRANÇOIS RENARD.

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

## SENSIBLE BAISSSE DU CAFÉ ET DU CACAO

● Nouvelle et sensible baisse des cours du café sur toutes les places. Par rapport aux niveaux récents, il y a eu quelques semaines, on peut dire que le marché du café a subi une véritable révolution.

Le cours du café à New-York a baissé de 10 % en une semaine, passant de 100 à 90 cents par livre. Le cours du cacao a baissé de 15 % en une semaine, passant de 100 à 85 cents par livre.

La baisse du café est due à une augmentation de la production, tandis que la baisse du cacao est due à une diminution de la production.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

## COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

|   |  |   |  |
|---|--|---|--|
| MÉTALLS — Londres (en livras par once) : or (Wheat) comptant 781,50 (781), à trois mois 780 (780) ; étain comptant 5 900 (5 900), à trois mois 5 900 (5 900) ; platine 331 (331,50) ; zinc 324 (324). | CAOUTCHOUC — Londres (en nouveaux cents par kilo) : R.S.S. comptant 48,50 (48,50), à trois mois 48,50 (48,50) ; Siam comptant 191,25 (191,25), à trois mois 191,25 (191,25). | DÉTERGENTS — New-York (en cents par lb) : cacao juill. 203 (215), sept. 193,30 (206) ; sucre disp. 7,55 (7,55), juill. 8,04 (8,15) ; café, juill. 243 (242,50), sept. 228 (229,50). | NEW-YORK (en cents par lb) : cacao juill. 203 (215), sept. 193,30 (206) ; sucre disp. 7,55 (7,55), juill. 8,04 (8,15) ; café, juill. 243 (242,50), sept. 228 (229,50). |
|---|--|---|--|

## MARCHÉS ÉTRANGERS

LA BOLIVIE A SIGNÉ  
L'ACCORD INTERNATIONAL  
SUR L'ÉTAIN

La Bolivie a finalement signé l'accord international sur l'étain, qui n'était appliqué que provisoirement depuis juillet 1976, et de ce fait vient de rétablir l'entente officielle entre les différents pays producteurs de ce métal.

Le sort de cet accord était compromis par le refus de ratification de la Bolivie. Ce pays, l'un des principaux producteurs d'étain, jouait jusqu'alors le rôle de médiateur entre les producteurs et les consommateurs.

Les représentants des pays consommateurs (États-Unis, U.R.S.S., Allemagne occidentale et Grande-Bretagne), soutenus par les autres producteurs (Australie, Malaisie, Thaïlande), voulaient éviter que l'augmentation du métal ne vienne aggraver la pression inflationniste.

Il s'agit d'un accord qui vise à contrôler l'exportation de l'étain et à supprimer les taxes et frappe l'exportation des produits miniers. Le marché mondial de l'étain est fondamentalement instable, et la situation pourrait se dégrader dans l'avenir lorsque le déficit ne sera plus comblé par les ventes à partir des stocks stratégiques des États-Unis.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

## COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

|   |  |   |  |
|---|--|---|--|
| MÉTALLS — Londres (en livras par once) : or (Wheat) comptant 781,50 (781), à trois mois 780 (780) ; étain comptant 5 900 (5 900), à trois mois 5 900 (5 900) ; platine 331 (331,50) ; zinc 324 (324). | CAOUTCHOUC — Londres (en nouveaux cents par kilo) : R.S.S. comptant 48,50 (48,50), à trois mois 48,50 (48,50) ; Siam comptant 191,25 (191,25), à trois mois 191,25 (191,25). | DÉTERGENTS — New-York (en cents par lb) : cacao juill. 203 (215), sept. 193,30 (206) ; sucre disp. 7,55 (7,55), juill. 8,04 (8,15) ; café, juill. 243 (242,50), sept. 228 (229,50). | NEW-YORK (en cents par lb) : cacao juill. 203 (215), sept. 193,30 (206) ; sucre disp. 7,55 (7,55), juill. 8,04 (8,15) ; café, juill. 243 (242,50), sept. 228 (229,50). |
|---|--|---|--|







